LE MONDE LIBERTAIRE

N°1738
du 10 au 16 avril 2014

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Servir et non se servir, représenter et non supplanter, construire et non détruire, obéir et non commander, proposer et non imposer, convraincre et non vaincre, descendre et non monter. » EZLN

Remettons le diable dans sa boîte

M 02137 - 1738 - F: 2,00 €

Le problème George Orwell page 16

Editorial

Il paraît que les couches populaires sont de moins en moins cultivées. C'est oublier que, sociologiquement, il n'y a pas *une* culture mais *des* cultures et que ce qu'on nous présente comme *la* culture est en fait celle que les dominants s'attribuent. Nous avons tellement intégré leurs discours que nous nous laissons volontairement mettre de côté. Tant de personnes s'y complaisent totalement tant on leur a répété qu'elles sont censées être ignorantes, que ce n'est pas bien grave. C'est effrayant cette capacité qu'on a à s'autodénigrer. En considérant que tel ou tel sujet est trop complexe pour nos petites cervelles, que nous n'y comprenons rien, que c'est affaire de spécialistes… On nous offre des versions simplifiées – pas trop longues surtout ! –, des tons volontairement « légers », des fragments d'information sans arguments. Que dire de ce nouveau terme qui fleuri dans les médias : *girly*. Il permet d'évoquer une manière féminine d'aborder quelque chose. On parle volontiers d'un ton *girly*, un peu niais, tendance gamines attardées à qui on a appris qu'être une ravissante idiote est flatteur. Combien de femmes se sentent obligées, quel que soit le sujet, d'adopter ce ton, qu'on attend d'elles ? Combien d'exploités, à qui l'on fait croire qu'ils sont ignorants, se croient incapables d'ouvrir un livre ou un journal et d'en comprendre le contenu ? Pour lutter contre l'aliénation, ne convient-il pas de considérer comme notre devoir de nous cultiver ? De voir la culture comme inséparable d'une culture de la liberté intellectuelle et morale ? « *Instruire pour révolter* », a dit Fernand Pelloutier. C'est ce que nous essayons de faire avec *Le Monde libertaire.*

Sommaire

Actualité

Mairies FN : stop ou encore ? par Daniel, *page 3*

Loi Florange et le sexe des anges, par Justhom, *page 5*

Météo syndicale, par J.-P. Germain, *page 6*

International

Nouvelles du front de l'Est, par ABC Belarus, *page 7*

Arguments

Tranports et mobilité, par J.-P. Tertrais, *page 8*

De quoi l'écologie politique est-elle le nom ? par P. Pelletier, *page 11*

Les courants de l'anarchisme, par C. Fréjaville, *page 14*

Le problème Orwell, par J. Ardillo, *page 16*

À lire

Le zapatisme pour les nuls, par Delabiche, *page 19*

À voir

Grèce : un autre visage de l'oppression, par Violette, *page 20*

Le mouvement

La Rue a un site Internet, *page 21*

Illustrations

Aurelio, Jhano, Krokaga, Nemo, Valère

Bulletin d'abonnement

Tarifs (hors-série inclus) — **France et étranger**

3 mois, 12 nos hebdos, 1 no hors série, les gratuits	○ 25 €
6 mois, 18 nos hebdos, 2/3 nos hors série, les gratuits	○ 50 €
1 an, 35 nos hebdos, 5/6 nos hors série, les gratuits	○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom ____________ Prénom ____________

Adresse ____________

Code postal ____________ Ville ____________

Abonnement de soutien

1 an ○ **95** €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80 740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB – Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Mairies FN

Stop ou encore ?

Daniel

Groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste

À l'issue des élections municipales des 23 et 30 mars 2014, on peut affirmer que le paysage politique est chamboulé. Une abstention record, une gauche alternative au PS désunie et affaiblie, un parti de gouvernement battu à plate couture, une droite qui se refait une santé jusqu'à la prochaine fois… et, surtout, un courant post-fasciste qui progresse nettement.

Outre les identitaires de la Ligue du Sud de l'ex-mégretiste Bompard qui remportent trois mairies dans le Vaucluse[1], le Front national va gérer dix villes dont Béziers ou le VIIe arrondissement de Marseille. Les résultats obtenus vont aussi lui donner plus d'un millier d'élus qui vont siéger dans les conseils municipaux. C'est évidemment une situation inédite. La précédente poussée de fièvre pour ce parti, dans les années 1990, ne lui avait donné «que» quatre villes (Saint-Gilles, Toulon, Vitrolles, Marignane); toutes les gestions avaient été calamiteuses, certaines s'écourtant (Saint-Gilles) ou finissant au tribunal pour prises illégales d'intérêt (les époux Mégret). Comment cette situation s'est-elle installée et comment influer sur elle?

Discours simplistes et manipulations

Pour les analyses, elles furent déjà répétées par les grands journaux. Sans nous étendre, donc, rappelons que le malaise social s'exprime sur fond de chômage de masse croissant: celui des plus de cinquante ans explose, celui des jeunes s'allonge dans le temps. Il y a entre cinq et neuf millions de personnes pauvres. Selon la dernière étude connue, en 2011, 146 000 ménages ont été assignés en justice pour impayés de loyer ou défaut d'assurance. Et les mal-logés sont nombreux. Les organismes publics ou associatifs qui déploient encore des filets de secours sont débordés. Une crise morale s'installe à grande échelle. On reproche à d'autres victimes de la crise du capitalisme ce que l'on n'a plus ou pas: du travail, des conditions de vie décente, un avenir. Le patronat fait pression sur les protections sociales, les syndicats et le mouvement social n'ont plus les moyens de bien résister. Les explications simplistes de l'extrême droite mordent et les manipulations vont bon train.

Politiquement, le FN occupe le terrain en glanant à gauche le social et à droite le conservatisme en se réclamant de tous les déclassés français. Bref, il a un discours qui louvoie. Il entretient une attitude faussement «rebelle» contre «l'establishment» bourgeois, les institutions nationales et européennes, et ceux qui en bénéficient, en avançant une image trompeuse de rupture politique, économique, du

local à l'échelon européen. Et tant pis si l'image d'Épinal d'une France française, à l'abri derrière ses frontières, est un mensonge, car elle n'a jamais existé.

Partis déclassés et atonie sociale

Dans le même temps, les plongées en eaux profondes des crises économiques et politiques sont de plus en plus fréquentes. De récents sondages et l'abstention expriment à quel point tous les partis politiques sont déclassés dans l'opinion publique. Les scandales de corruption, d'écoutes téléphoniques, de fraudes électorales, de cumuls des fonctions politiques… ne font qu'alimenter la machine électorale frontiste.

En face, nous savons que les ripostes sociales tendent à s'affaiblir, à la fois par manque de crédit aux syndicats, par manque de solidarités sociales et de classes, par peur, et aussi par manque de débouchés politiques. Les épiphénomènes NPA et Front de gauche ne semblent pas tenir dans la durée.

Une certaine influence d'idées conservatrices parvient au cœur même de la gauche politique ou intellectuelle. Elle est en perte totale de repères, de projet, tant du point de vue politique que sociétaire, et donc en panne sèche de stratégies. D'ailleurs, l'abstention massive des dernières élections a surtout sanctionné des partis à gauche, qu'ils soient « à gauche de la gauche » ou dans le marécage du PS. Les succès actuels de l'extrême droite doivent aussi beaucoup au contexte d'un Hollande incapable d'apporter des lendemains qui chantent, mais aussi à une contre-révolution réactionnaire dont le socle fut à la fois les protestations de rue contre la loi sur le mariage pour tous et toutes et le succès désolant de pseudo-comiques développant des sentiments antisémites et des théories complotistes, toujours liées à des sphères politiques réactionnaires[2].

Les réponses apportées jusque-là contre le FN ont toutes montré inefficacité et échec, à terme. Globalement, ce qui apparaît, c'est que les barrages moraux, fondés sur des connaissances historiques, ne nous sont pas d'un grand recours : la mémoire des drames du fascisme s'estompe, se banalise et même se nie ! L'antisémitisme et le racisme, l'homophobie ou l'antiféminisme, ont retrouvé des partisans. Les jeunes générations sont tentées d'essayer, par les urnes, ce qui a échoué avec les choix politiques de leurs aînés.

Des modes libertaires d'intervention

Ces terribles et partiels constats nous renvoient encore une fois le lancinant : que faire ? Nous avons le choix entre la fuite, teintée d'un réalisme sombre, sans espoir, qui consiste souvent à rester isolé, ne pas – ou ne plus – s'impliquer dans la vie sociale ou politique (advienne que pourra) et faire comme si rien n'avait changé : le monde change, mais moi je ne change pas. Réconfortant, mais peu utile dans la réalité quotidienne… Une autre solution consisterait à se repositionner et à contribuer à prendre place dans la lutte sociale et politique contre les ravages sociaux, humains et écologiques du capitalisme qui trouve dans les populismes en Europe ou en Turquie des compléments politiques qui ajoutent une dimension supplémentaire aux crises systémiques. Deux types d'intervention s'ouvrent alors à nous. L'un, c'est le débat d'idées. Une société française à qui on martèle depuis trente ans que l'émancipation sociale, c'est *has been*, et que les immigrés sont fautifs des malheurs des travailleurs « français », et depuis quinze ans qu'il faut « liquider l'héritage de Mai 68 », devient partiellement autiste. En même temps que nous subissions le rouleau compresseur des crises capitalistes, une réelle contre-révolution était à l'œuvre, de façon désordonnée, mais qui s'exprime fortement aujourd'hui. C'est une lutte à ne pas délaisser car la bataille des idées influe aussi sur les pratiques sociales et les objectifs d'émancipation. Ou leur absence.

Autre intervention nécessaire : celle sur le terrain. Nous bénéficions déjà d'un certain recul sur les pratiques des élus municipaux frontistes des années 1990. Même si le FN 2014 a appris de ses erreurs, nous savons déjà que la première promesse des frontistes, c'est de faire baisser les impôts. Ils vont donc justifier les liquidations des associations culturelles et sociales par ce biais. De la même façon, ils vont sans doute mener une bataille contre les personnels des mairies et leurs syndicats. Aujourd'hui, il semble que le FN fait profil bas et ne souhaite pas, *a priori*, « idéologiser » ses gestions municipales. En clair, il ne fera pas de politique, mais de la gestion !

Bien entendu, sa gestion sera politique ; mais elle devra paraître neutre. Ainsi Bompard à Orange est-il perçu comme un bon petit père de famille qui prend soin des sous de ses administrés, pas comme un identitaire. Mais il faut, là aussi, apprendre du passé. Il faut durer dans l'opposition à la mise en œuvre des idées post-fascistes, et surtout décrypter les buts poursuivis, les groupes sociaux touchés. Le mouvement social n'a plus les capacités des batailles frontales dures qui eurent lieu dans les années 1990 à Toulon, Vitrolles.

Donc, nous avons tout intérêt à nouer des relations avec des syndicats, des associations locales, des personnes dans ces communes, afin de comprendre les enjeux et les finalités. Il y a là un travail de contacts, de réseaux (syndicaux), d'accompagnement à faire prioritairement dans des communes où le lien associatif est souvent très faible ou à renouveler. Nos journaux ou nos radios peuvent s'ouvrir pour faire connaître les réalités et les résistances à l'œuvre. Et nous pouvons décliner nos idées forces et nos propositions pratiques. Il faut rompre avec les logiques institutionnelles qui dépolitisent et rendent dépendants du pouvoir politique (subventions, délégations aux partis politiques…), les représentations politiques toutes en faillite, et donner de la place et du temps à la recherche de nouvelles formes de résistances populaires[3] autour ou dans ces communes. Nous savons créer et animer des espaces collectifs autogérés, aux pratiques horizontales et sans subventions, en toute autonomie ; nous savons fonctionner en réseau ou lien fédératif ; nous savons comment mettre en œuvre des réunions publiques, des événements contre-culturels, autant de noyaux possibles de résistance sociale et politique. Nos modes d'action et notre philosophie peuvent trouver des débouchés. L'adversité peut parfois générer des réactions surprenantes…

Ne pas rester sur la défensive

La Fédération anarchiste ne doit pas rester sur la défensive. Nous sommes nous aussi impactés par la crise du politique, la perte des repères, le refus de changer le monde, la fascination techno-consumériste, le cynisme et le désengagement du « tous pourris ». Les litanies du libéralisme comme fin de l'histoire, de la fin des idéologies, de l'individualisme ultralibéral… agissent à bien des niveaux et justifieraient de tourner le dos à l'action sociale, syndicale… ou anarchiste.

Si nous voulons prendre pied dans la lutte de solidarité avec ceux et celles qui vont devoir supporter le FN au quotidien, il va nous falloir faire preuve de disponibilité ; que nous acceptions de nous décloisonner, de sortir d'un isolement organisationnel et d'un discours trop souvent rodés, sans remises en question. Nos outils de communication, notre culture politique spécifique et notre pratique de terrain peuvent être proposés et trouver un regain d'écoute ; nos groupes, du travail de terrain politique. Nous pouvons valoriser l'importance d'établir une contre-société à l'échelle de la commune, à partir de collectifs solidaires, groupes contre-culturels, critiques, qui pourront apporter des réponses libertaires plausibles à partir d'alternatives autogérées, anticapitalistes, égalitaires et… antifascistes. Dans cet objectif, le réseau des lecteurs du *Monde libertaire* et des auditeurs de Radio libertaire doit nous aider à prendre pied dans ces communes à gestion frontiste. Tous ensemble, tous ensemble…

D.

---

1. Orange, Bollène et Camaret-sur-Aigues.
2. Lire à ce sujet *Le Monde libertaire* hors série n° 54, « Le silence des pantoufles », toujours en kiosques.
3. Par opposition aux professionnels de la politique et de la représentation.

La loi Florange et le sexe des anges

La loi Florange vient d'être définitivement adoptée au Parlement, le lundi 24 février 2014, deux ans après la promesse faite lors d'une visite de François Hollande sur le site d'ArcelorMittal, pendant la campagne électorale ! En principe, cette loi était censée renforcer l'obligation des entreprises à rechercher un repreneur. Mais il n'en est rien. En fait, cette loi, c'est comme le sexe des anges, on en parle, mais elle est éthérée. D'ailleurs, c'est l'ex-ministre socialiste de l'Économie sociale et solidaire Benoît Hamon qui le dit, au nom du gouvernement : *« Ce n'est pas une loi de contrôle tatillon ou qui stresserait, mais une loi de vertu* [tout est dans le mot vertu], *de progrès économique et social, un texte offensif et pragmatique. »* Voilà qui est parlé pour ne rien dire et qui prend les travailleurs pour des imbéciles.

Autrement dit, mesdames et messieurs les députés, vous avez voté une loi qui n'en est pas une. Messieurs et mesdames les patrons, vous ne risquez rien. Cette loi, c'est juste de l'enfumage pour donner l'illusion aux travailleurs que le gouvernement tient ses promesses. Cette loi, c'est juste un débat oiseux – genre : les anges ont-ils un sexe ? – dont les socialistes ont le secret. Et toujours ce même ministre qui dénonce, s'il vous plaît, *« le grand silence des pouvoirs publics à l'égard de ces sites qui fermaient alors qu'il y avait possibilité de maintenir l'emploi »*. Le bougre doit être atteint de la maladie d'Alzheimer car il a déjà oublié cette promesse électorale faite, justement par les différents candidats à la présidentielle, que tout serait mis en œuvre pour sauver les entreprises. Ils en ont brassé de l'air. Ils ont défilé devant les entreprises en lutte, y compris aux côtés des travailleurs. Ceux de Petroplus, d'ArcelorMittal, de M-real, de Goodyear et les Contis… s'en souviennent. Ce n'est pas cette loi, qui n'est qu'une coquille vide, qui changera les choses, car au bout du compte, la loi obligera simplement, et encore, les entreprises de plus de 1 000 salariés à rechercher un repreneur et seulement pendant trois mois. Messieurs et mesdames les politicards, vous avez donnez l'illusion, le temps d'une campagne électorale, que vous souteniez la lutte des travailleurs. Une fois l'élection passée et le nouveau président élu, vous vous êtes empressé d'oublier vos promesses et vous leur avez envoyé votre police pour les chasser des entreprises qu'ils occupaient. Et votre justice a condamné certains d'entre eux pour violence envers la police parce qu'ils luttent pour défendre leurs emplois, ce ne sont pas les travailleurs de Goodyear et les Contis qui me contrediront. Traîtres, soudards, menteurs, félons, vendus, fourbes, perfides, gouapes… tous ces mots réunis et bien d'autres encore ne seront jamais assez fort pour qualifier votre attitude de renégat. C'est bien la preuve que les travailleurs ne doivent pas faire confiance aux politicards ni à certains responsables des boutiques syndicales. Au fait, qu'en pense Édouard Martin, ex-leader de la CFDT de Florange et aujourd'hui recyclé tête de liste PS aux européennes ? Et pour clore le chapitre voilà que le Conseil constitutionnel retoque cette loi pour atteinte au droit de propriété et à la liberté d'entreprendre !

Les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes et s'unir en faisant abstraction de ce qui divise dans l'intérêt commun. La lutte de classes est plus que jamais à l'ordre du jour. Ne plus participer à la mascarade électorale qui ne sert qu'à se désigner des maîtres ne doit être qu'une étape dans la lutte vers l'émancipation, l'édification d'une société égalitaire et autogestionnaire. Cette société fédéraliste mettra en œuvre la gestion économique et sociale de l'entreprise et des communes. Elle permettra à tous les membres de la société d'être parties prenantes de la vie sociale, de l'organisation de la société. Et ce sans intermédiaire, sans dirigeant, sans institution décisionnaire (État, Parlement et haute administration).

Justhom

Brèves de combat

Horreur sur la ville

Comme en 1995, la peste brune s'installe dans des villes de plus de 10 000 habitants : Beaucaire (Gard), Béziers (Hérault), Cogolin (Var), Fréjus (Var), Hayange (Moselle), Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), Le Luc (Var), Le Pontet (Vaucluse), Mantes-la-Ville (Yvelines), Marseille 7e secteur (Bouches-du-Rhône), Villers-Cotterêts (Aisnes) et les 3 maires de la Ligue du Sud (facho-dissidente) : Orange (Vaucluse) et Bolène (Vaucluse) et Camaret-sur-Aigues (Vaucluse), avec le soutien du FN. Avec les petites communes, les conseillers municipaux FN seront 1 379 à cracher leur venin et tuer toute vie et toute culture tout autour d'eux, instaurant leur immonde préférence nationale.

Petites vacheries entre ennemis

Marine Le Pen juge Manuel Valls « *dangereux : il n'a aucun respect pour les libertés individuelles et publiques* ». Dangereux, soit, par contre, nous ne sommes pas convaincus que le FN pense plus que Valls aux libertés individuelles !

Ce n'est hélas pas nouveau

Selon le rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) – à ne surtout pas confondre avec le CCDH, satellite de la scientologie – l'intolérance monte en France et rien ne semble pouvoir enrayer sa progression… Si le chômage et la crise économique

Météo syndicale

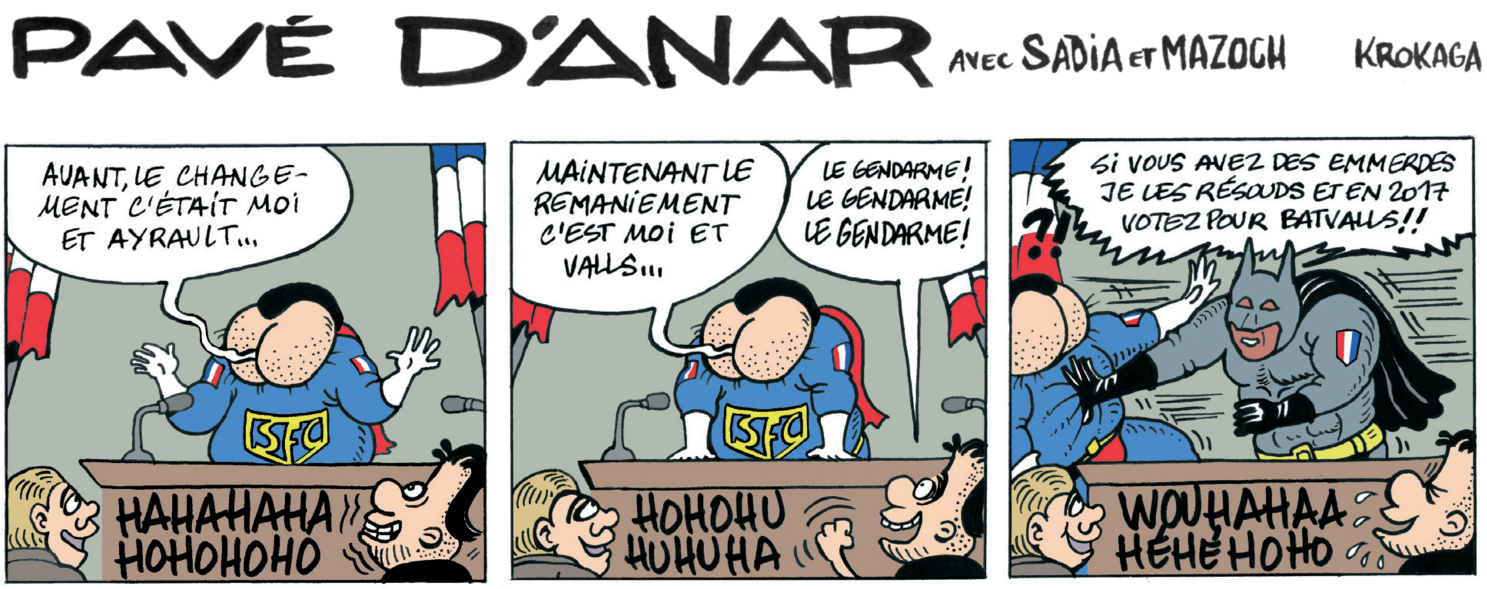
« Pour les retraités de notre pays, ce ne sont pas les innombrables poissons liés au 1er avril qui feront date ce 1er avril 2014, mais le premier acte de l'application de la réforme des retraites de l'automne 2013. Le 1er avril 2014, les retraités ne percevront aucune revalorisation de leur pension ou retraite de base, alors que c'était la situation l'an passé. Celle-ci est reportée au 1er octobre, ce qui fera dix-huit mois sans revalorisation. Ce sont ainsi 600 millions (chiffres du gouvernement) qui seront pris aux retraités. » En exemple, un extrait d'un appel à la mobilisation des organisations de retraités de la CGT, FO, FSU et Solidaires. Le branle-bas de combat serait pour début juin. Vaches à lait du monde moderne, celles et ceux qui ont quitté ce qu'on appelle dans certains milieux l'esclavage salarial ont donc été les premiers à expérimenter le remaniement ministériel !

Bien sûr, on attend toujours (vieille rengaine) une réponse syndicale unitaire et… active au spectre antisocial du nouveau Premier ministre. Pacte, trente-cinq heures, retraites, le sémillant « non-socialiste » doit piaffer, le mors aux dents, dans ses bureaux à Matignon. François Hollande avait été nommé par les médias « *président des patrons* », Valls a déjà reçu en décoration un mièvre « *ami des puissants* », faudrait trouver autre chose, un sobriquet de combat !

Comme quoi, pendant les travaux, la vente continue, la CGC a remis au feu une plainte contre la CGT à Goodyear Amiens. Il y a une dizaine de jours. Il y a eu interpellations, gardes à vue et l'instruction suit son cours… Une contre-attaque syndicale s'oriente vers une plainte envers la direction nord-américaine. Comme le disait la CGT : « *En 2007, le magazine* Que choisir *livrait les résultats d'une étude comparative sur les pneus, s'agissant notamment des taux de HAP-CMR* », ces taux étaient, à Amiens, 75 fois supérieurs à la normale. De plus, des produits cancérigènes étaient employés. Affaire à suivre, en espérant que le recours envers la justice nord-américaine pour maladies professionnelles changera le paysage en Picardie.

Face à ce rouleau compresseur contre le monde du travail, il faudrait une autre réponse que la démarche de l'appel *Maintenant ça suffit !* où le mouvement syndical est réduit à un rôle d'accompagnateur. Et si le phénomène du marchepied fonctionnait dans l'autre sens ? Chiche !

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste



restent largement en tête des préoccupations des Français, ils sont de plus en plus nombreux (16 % des personnes interrogées) à se déclarer inquiets face à l'immigration. Comment se sortir de cette spirale, en arrêtant de reprendre les sondages et en reprenant les chiffres de The Migrants Files qui dénombre 23 000 migrants morts en voulant rejoindre l'Europe ? Cette Europe où ils sont « trop bien accueillis », selon les Français égoïstes, racistes et xénophobes ?

Grand recul

Selon un sondage du gouvernement brésilien, 65,1 % des 3 810 personnes des deux sexes interrogées ont acquiescé à cette affirmation : « *Les femmes portant des vêtements qui laissent voir leur corps méritent d'être violées.* » 58,5 % d'entre elles considèrent que, « *si les femmes se comportaient mieux, il y aurait moins de viols* ». Le régime nazi leur réservait la cuisine et l'église et dans beaucoup de pays musulmans, elles sont lapidées. Il y a toujours pire ailleurs !

Petite avancée

Le mariage homosexuel est entré en vigueur en Grande-Bretagne, portant à 15 le nombre de pays où cette union est légale. Même si traditionnellement les anars sont contre le mariage, il s'agit d'une avancée sociale qui fait reculer d'autant la hargne des réacs et fachos à prôner la culture de la sainte famille…

Nouvelles du front de l'Est

Chaim Soutine, *Bœuf et Tête de veau*, huile sur toile, 1923.

Un anarchiste biélorusse a été arrêté à la frontière russo-ukrainienne

Dzmitry Rezanovich, un anarchiste de Gomel (Biélorussie), a été arrêté entre le 13 et le 14 mars 2014 par les forces de sécurité russes alors qu'il tentait de traverser la frontière russo-ukrainienne. Il est maintenant à l'une des installations de préprocès de Koursk ; les parents ne sont pas autorisés à lui rendre visite. La raison de la détention n'est pas encore connue. Il avait le passeport de son frère, mais il semble que les services spéciaux n'étaient pas intéressés par ce délit, ils l'auraient soupçonné d'un complot en vue de lancer une attaque contre la centrale nucléaire de Koursk, ainsi que de participer à des manifestations à Maidan. Nous pensons que cette histoire est liée à l'hystérie russe à propos de la guerre possible avec l'Ukraine et on s'attend à des actes de diversion du côté de l'Ukraine.

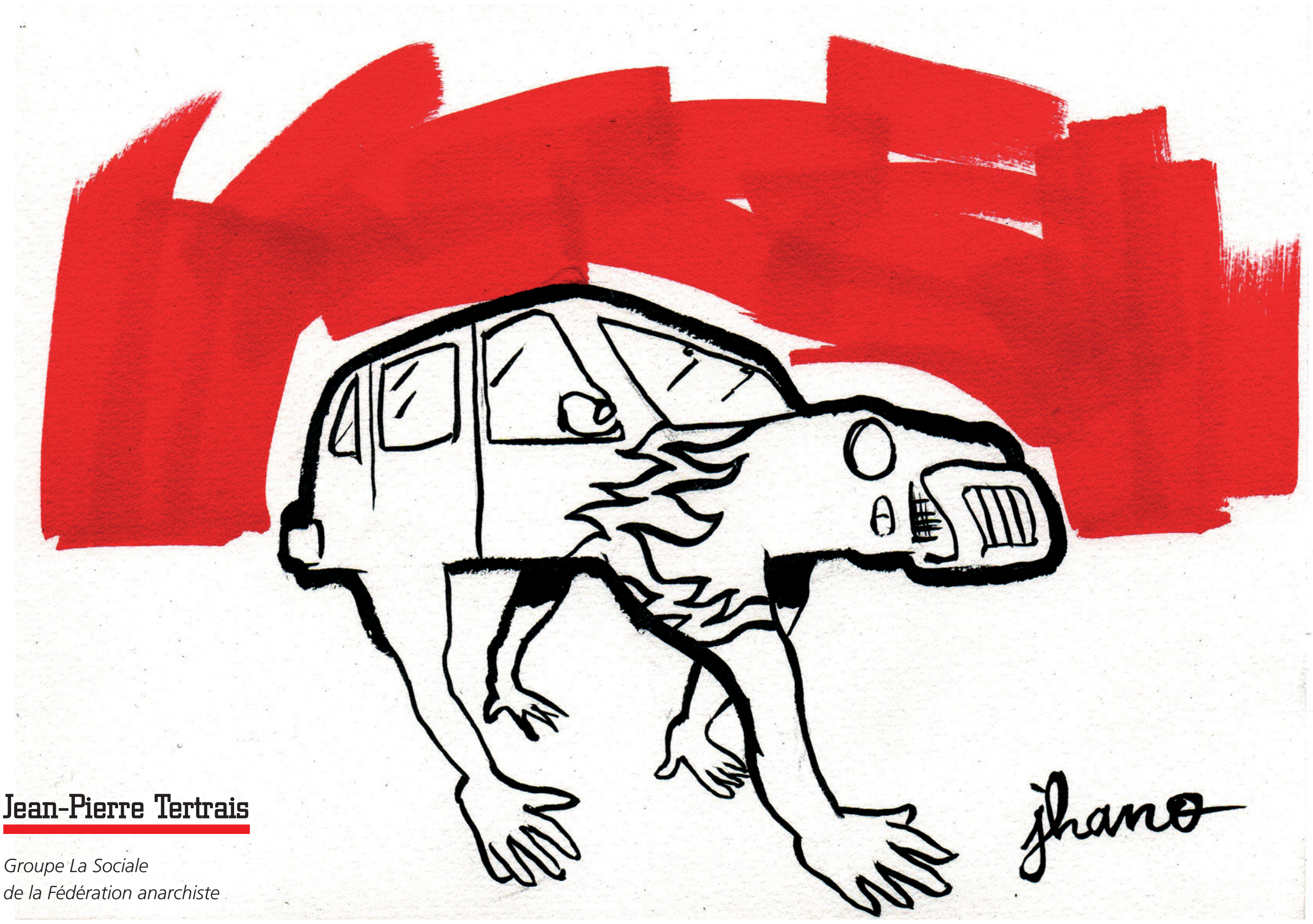
Deux antifascistes de Brest ont été condamnés pour des affrontements avec des néonazis

En mars 2014 deux antifascistes de Brest en Biélorussie ont été reconnus coupables d'agressions contre des néonazis locaux. Dzmitry Stsyashenka a été accusé de hooliganisme aggravé pour avoir menacé d'attaquer un néonazi avec un couteau l'été dernier. Il a été condamné à quatre ans de restrictions de liberté[1]. Dzmitry Zvan'ko a été accusé de lésions corporelles malveillantes infligées à un groupe de néonazis, qui avait provoqué les antifascistes le 8 mai 2013. Il a été condamné à cinq ans de colonie avec régime renforcé[2].

Source : ABC Bélarus

1. Une forme de contrôle judiciaire : le condamné fait face à plusieurs restrictions de liberté, telles que l'interdiction de quitter son domicile à certaines heures, de se rendre dans certains lieux, d'assister à des manifestations de masse ou encore de s'installer dans une nouvelle résidence sans l'autorisation d'un organe de surveillance de l'État.
2. Le condamné est incarcéré avec une peine de travail forcé ; ces camps de travail succèdent aux goulags du temps de la dictature communiste.

Transport et mobilité



Jean-Pierre Tertrais

Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste

Le sujet est vaste, mais deux axes de discussion semblent plus intéressants :

– montrer que l'accès à la mobilité s'est, très vite dans l'histoire de l'humanité, accompagné d'une domination politique, d'une exploitation économique, et donc d'une aggravation des inégalités sociales ;

– mettre en évidence que les systèmes actuels de transports engendrent, bien entendu, des conséquences négatives directement sur l'homme, mais surtout génèrent des coûts écologiques exorbitants qui les rendent insoutenables sur le long terme.

La mobilité : liberté ou servitude ?

Jusqu'au néolithique, c'est-à-dire pendant l'époque du nomadisme, la mobilité est limitée, imposée, non par une hiérarchisation sociale, mais par les contraintes naturelles (recherche de refuges, de nourriture, et aussi l'esprit d'aventure). À partir de cette période, avec l'urbanisation, la sédentarité va progressivement, et paradoxalement, non pas fixer les habitants, mais donner naissance à de nouvelles formes de mobilité. Pendant longtemps, cette mobilité s'articule autour des grandes migrations qui, dans l'histoire, se confondent à peu près avec les grandes invasions, les croisades. C'est-à-dire des déplacements périlleux dans lesquelles d'importantes fractions de la population sont impliquées par le désir de puissance, l'exaltation religieuse, l'esprit de conquête, de colonisation de quelques tyrans et barbares.

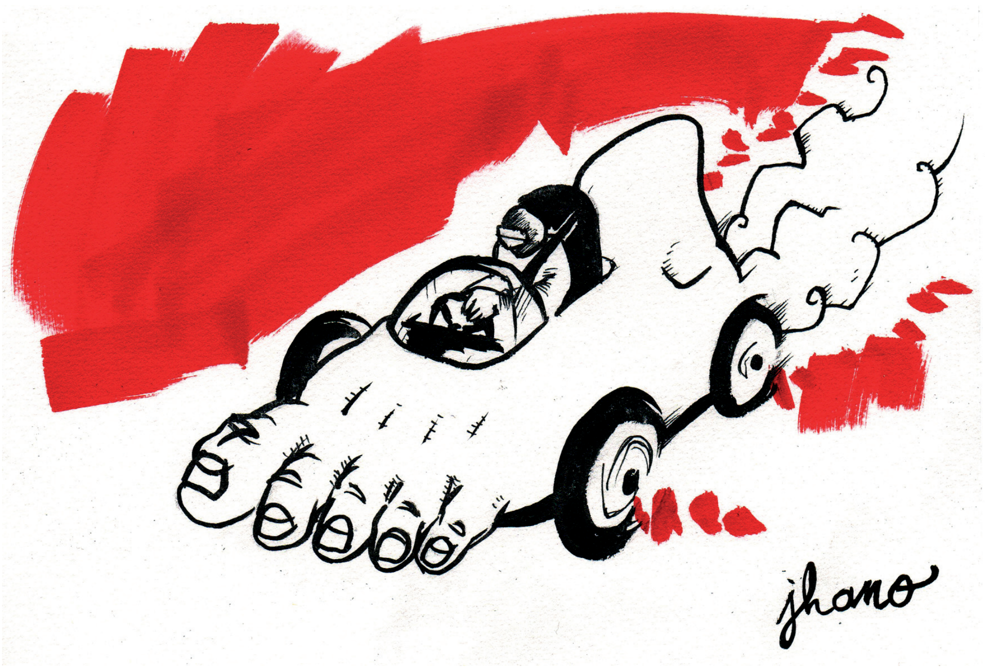
À partir de la naissance du capitalisme industriel, cette mobilité va engendrer, avec une accélération constante, le phénomène des transports, principalement autour de deux modes : la mobilité professionnelle et le tourisme de masse, même si, bien entendu, le phénomène de migration se poursuit avec notamment les déportations de populations, l'exode rural, les réfugiés environnementaux. Dans la continuité de l'histoire, ce sont toujours les classes dirigeantes, possédantes, qui imposent aux populations cette mobilité (ou d'ailleurs son contraire, l'immobilité, l'assignation à résidence).

Il faut noter, par ailleurs, que ces déplacements de populations engendreront une structuration de l'espace, c'est-à-dire une large privatisation de cet espace, une ségrégation résidentielle pour la tranquillité des riches : d'un côté, des lieux surprotégés, des quartiers d'affaires ; de l'autre, des banlieues, des quartiers « difficiles », des bidonvilles, voire des ghettos, des camps de travail. C'est-à-dire une condamnation à la marginalité, à l'exclusion. Il faut rappeler que le capitalisme industriel s'est attaché, très tôt, à fixer les ouvriers autour des usines et des centres urbains pour les contrôler, les rendre complètement dépendants en sapant leur base rurale et les métiers structurés. Aujourd'hui, la moitié des personnes payant l'impôt sur la grande fortune est localisée dans le centre-ville de Paris, les plus pauvres étant relégués en lointaine couronne. Dans plusieurs villes, comme Londres, les péages urbains limitent l'accès des plus pauvres au centre.

Il faut donc bien voir que la mobilité, qui est présentée comme un droit fondamental, un symbole de liberté, est un luxe pour les uns, une contrainte et une fatalité pour les autres. Quand ce qu'on appelle les « élites cinétiques » (c'est-à-dire les dirigeants, les cadres) prennent le TGV ou l'avion, les plus pauvres doivent effectuer de longs trajets pour se rendre au travail tout en étant souvent financièrement incapables de partir en vacances. Plus de 10 % des Parisiens consacrent deux heures de transport par jour

pour aller au travail. En outre, cet accès à la mobilité, qui constitue un puissant facteur de discrimination, permet un contrôle accru des classes dirigeantes sur la population, en intégrant des informations personnelles dans le titre individuel de transport et en renforçant la vidéosurveillance. Par ailleurs, il faut souligner le contraste tragique entre le flux des touristes qui se rendent dans les pays pauvres et le flux inverse des émigrants qui, poussés par la misère, quittent leurs pays (parfois au péril de leur vie) vers les pays dits développés, c'est-à-dire probablement en voie de sous-développement.

Aujourd'hui, le développement des moyens de circulation (les humains, mais aussi les marchandises, les capitaux) et de communication confine à l'absurde. La chaîne du transport est devenue de plus en plus vitale pour l'ensemble du système de production. Accélérer la rotation du capital exige d'accroître la rapidité des transports et les volumes déplacés. Liée à l'automatisation complète des activités de manutention et de conditionnement, l'irruption du conteneur notamment (qui peut être emporté par camion, train, avion ou bateau) a permis d'abaisser considérablement le coût du transport.



On est entrés dans l'ère de l'hypermobilité. Parce que chaque déplacement est susceptible de générer du profit, le capitalisme a créé le besoin, voire l'obsession de mouvement permanent, les loisirs, les vacances, le tourisme de masse, l'aménagement du territoire avec le réseau délirant de routes et d'autoroutes, l'urbanisme qui éloigne les lieux de résidence et de travail, les délocalisations qui permettent de profiter à la fois d'un pétrole bon marché et d'une main-d'œuvre corvéable et, bien entendu, l'idéologie consumériste qui justifie tout le reste. On compte 123 millions de déplacements quotidiens motorisés en France. En un siècle, le trafic mondial de voyageurs a été multiplié par trois, celui des marchandises par mille.

Dès 1985, l'ERT (table ronde des industriels européens), lobby rassemblant une trentaine de grandes entreprises, imposait un « programme ambitieux » à une classe politique enchantée à l'image d'un J. Delors : douze mille kilomètres d'autoroutes. Avec le marché unique, l'Europe avait fait (ou allait faire) tomber les barrières commerciales, fiscales, monétaires. Restait à éliminer les barrières physiques. À quoi servirait un « grand marché intérieur » si déplacer des individus, et surtout des marchandises, demeurait coûteux en temps et en essence ? Dans cet espace désormais ouvert, fluide, les multinationales pouvaient réaliser des économies d'échelle : ne plus conserver si possible qu'un seul site par produit sur le continent, exiger des sous-traitants une délocalisation dans les pays à bas coût de main-d'œuvre.

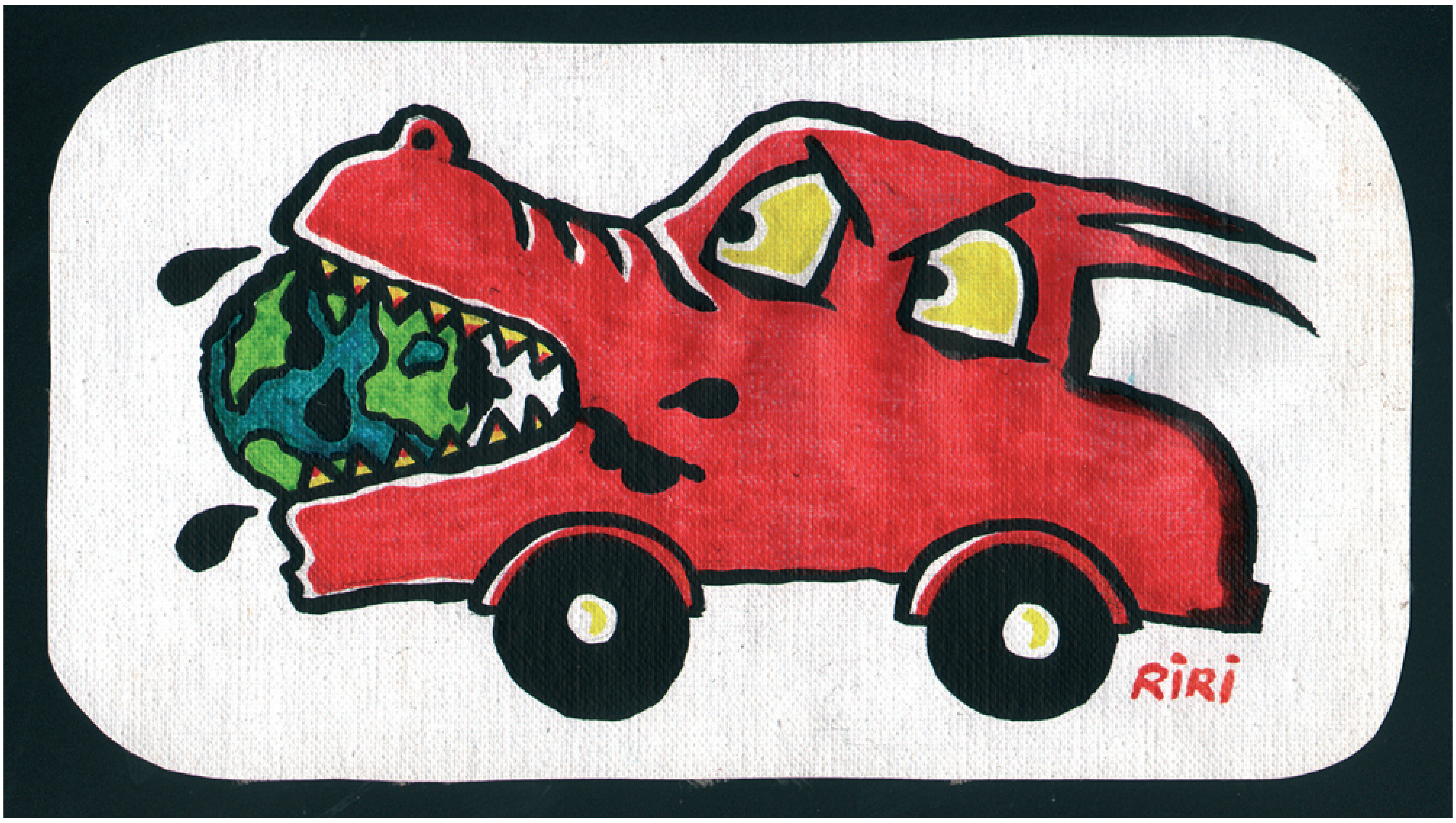
En 1960, les individus parcouraient 1 820 km par an, tous modes de transport motorisés confondus. Aujourd'hui, ils en parcourent en moyenne 5 500. Des trois modes de déplacement des personnes : routier, ferroviaire et aérien, le premier représente la part la plus importante dans le monde (environ 80 %). Le rôle dominant de l'automobile dans le système de déplacement se concrétise dans la démesure du parc automobile mondial qui atteint aujourd'hui un milliard de véhicules, avec une projection imbécile à 1,3 milliard en 2030, accordant une place majeure à la Chine et à l'Inde… qui auront sans doute d'ici là ressorti les vélos, faute de carburant. La moitié des ressources mondiales est consacrée à la voiture.

Des incidences humaines, sociales, écologiques

On connaît les conséquences dramatiques de l'essor inconsidéré des transports. Directement au niveau humain et social, d'abord : chaque année, plus d'un million de personnes meurent et 50 millions se blessent (souvent grièvement) dans des accidents de la route ; l'utilisation des carburants multiplie les maladies respiratoires et les cancers (au moins 400 000 personnes mourraient prématurément par inhalation de particules fines chaque année en France) ; des milliards d'heures sont perdues annuellement par les utilisateurs dans les embouteillages ou les transports inutiles ; les nuisances sonores liées au trafic peuvent engendrer perturbations du sommeil, stress, manifestations d'angoisse, voire lésions auditives. En outre, la majorité des individus ont un niveau d'activité physique considéré comme bas, qui augmente substantiellement les risques de contracter des pathologies chroniques.

Par ailleurs, si l'on mesure l'efficacité de la voiture individuelle, on sait, depuis Ivan Illich, qu'en tenant compte, d'une part, du temps nécessaire pour obtenir cette voiture, du temps passé en déplacement, notamment dans les embouteillages, et, d'autre part, des kilomètres parcourus, la vitesse obtenue est de l'ordre de celle du vélo ou de la diligence. Une autre incidence est souvent méconnue, ou dissimulée : l'aggravation des inégalités sociales. Si, en effet, la marche maintient une égalité relative entre individus, toute accélération, s'appuyant sur des infrastructures souvent gigantesques, payées avec l'argent public, s'effectue au détriment des plus faibles. Comme l'a montré encore Ivan Illich, les riches sont ceux qui peuvent bouger le plus, aller où bon leur semble, s'arrêter s'ils le veulent. C'est dans les aires géographiques considérées comme non rentables, là où résident les plus défavorisés, que les services de transports sont réduits ou même supprimés. La vitesse est bien trop chère pour être réellement partagée ; sa limitation est donc un garde-fou égalitaire.

Mais ces conséquences sont sans doute plus redoutables encore au niveau écologique, et donc indirectement au niveau humain : des surfaces considérables de bonnes terres agricoles disparaissent définitivement sous l'asphalte (plus de 90 000 ha de ces terres sont artificialisés chaque année en France) ; les différents milieux subissent une dégradation et une fragmentation qui portent atteinte à la stabilité des écosystèmes et à la biodiversité (300 000 litres d'eau sont nécessaires pour produire un seul véhicule – c'est-à-dire un peu plus que ce qu'il faut pour se brosser les dents – et chaque véhicule requiert plus de vingt fois son poids en matières premières). Par ailleurs, la circulation automobile est un des facteurs principaux des émissions de gaz à effet de serre, c'est-à-dire des perturbations climatiques dont les conséquences sont incalculables. Mais le cynisme du système fait que la fonte des glaces du pôle Nord ouvre des possibilités nouvelles au trafic maritime. Dynamique suicidaire pour éviter une remise en question.



Quelle mobilité pour le futur ?

Sous la pression du puissant lobby de l'automobile, et dans le cadre idéologique du développement durable, les pouvoirs publics s'acharnent à promouvoir des solutions qui constituent autant de fausses alternatives technologiques (agrocarburants, voiture électrique, hybride, hydrogène…). Or il faut répéter qu'il n'existe pas de voiture propre : une voiture ne se limite pas à une tonne de matériaux, mais induit un système fondamentalement destructeur, un univers déshumanisé, celui des autoroutes, des rocades, des stations-service, des super-pétroliers, des usines, des grandes surfaces… et des casses.

Non seulement l'automobile ne conduit pas à l'émancipation des classes laborieuses, non seulement elle n'est pas un moteur de l'économie (elle asphyxie plutôt les finances publiques), mais elle accélère la raréfaction du pétrole et des matières premières (depuis l'exploitation du premier puits de pétrole, plus de mille milliards de barils ont été extraits des sous-sols, et on consomme quatre fois plus de pétrole que l'on ne découvre de nouveaux gisements). En 2010, le secteur des transports a consommé 305 térawatts-heure d'énergie finale en France, soit sous forme d'électricité, soit sous forme de produits pétroliers, dont 93 % pour l'automobile.

L'alternative à la voiture ne peut être que globale : pas seulement technique, mais essentiellement culturelle, philosophique, politique, civilisationnelle. C'est-à-dire que toute critique d'un projet lié au transport doit nécessairement s'accompagner d'une critique de la société porteuse de ce projet. L'ordonnance basique – au sens médical - comprend évidemment de réduire l'utilisation de la voiture, de maximiser le taux de remplissage des véhicules, de modérer la vitesse, de développer le covoiturage, le partage ou la location, de promouvoir les modes de déplacement « doux » (marche, vélo, patins à roulettes), les transports en commun, de multiplier les actions de désobéissance civile ou d'obstruction juridique lors de la construction ou de l'extension d'une autoroute, d'une rocade, d'un parking… ou d'un aéroport.

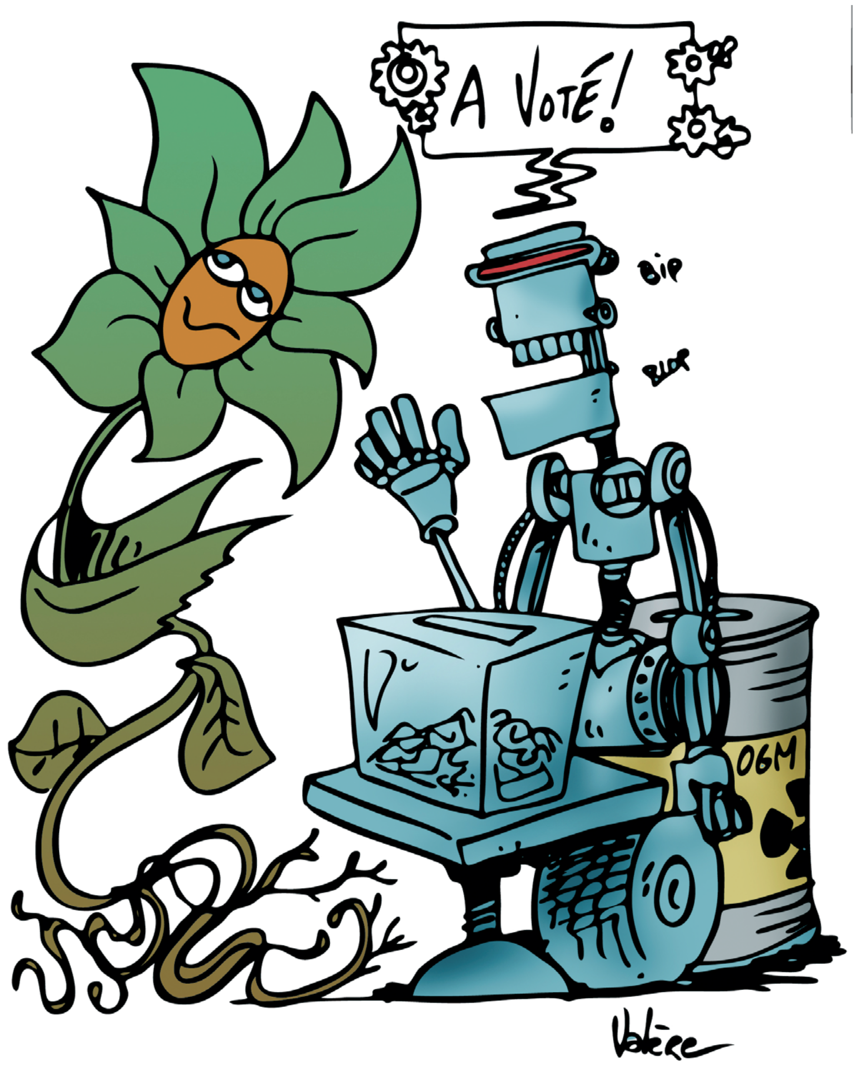
Mais le mal est plus profond. L'accélération des transports s'accompagne de celle de nos vies. S'agissant des conditions de travail, si certains revendiquent un « droit à l'immobilité », il ne s'agit pas, bien entendu, de refuser globalement toute perspective de déplacement, mais de rejeter le culte de la puissance et de la vitesse, la ville moderne, qui a été conçue, non pour l'homme, mais pour la voiture, l'insoutenabilité des systèmes de transports actuels, de s'interroger sur l'utilité sociale et l'impact écologique de nos activités. De questionner aussi la notion de tourisme quand il ne s'agit que de consommer de l'exotisme, du folklore, et quand, en outre, parcourir des milliers de kilomètres n'est même plus une assurance de dépaysement compte tenu de l'uniformisation des architectures et des modes de vie. L'avenir, ce sera : se déplacer moins vite, moins loin, moins souvent… et en payant plus cher. On peut aussi craindre que cette instabilité géographique entraîne une désinsertion sociale. Alors que l'essor des transports ouvrait la promesse d'abolir la contrainte de passer son existence dans un lieu unique, l'urbanisme moderne développe en définitive le sentiment de ne plus être chez soi nulle part, et conduit de plus en plus souvent à la recherche d'un « réenracinement », à une volonté de « vivre et travailler au pays » (thème malheureusement l'objet de nauséabondes récupérations politiques). Au prétexte de réduire le monde par la vitesse, la société de masse a détruit l'espace social et les liens qui y étaient tissés.

L'hyperdéveloppement du système de transport engendre, de toute évidence, sa fragilité, sa vulnérabilité (catastrophes naturelles, accidents, fausses manœuvres, défaillances, piratage…). Tout d'abord, dans un contexte de « crise », de surendettement, d'effondrement de l'économie mondiale, de nombreux projets sont annulés par le pouvoir lui-même : LGV, routes, aéroports, métro, tramways (la commission « Mobilité 21 », partant de 80 projets, n'en retient qu'une dizaine). Douloureux constat d'échec d'un système hypertrophié. Ensuite, des luttes sont régulièrement menées avec pour objectifs de bloquer des réseaux routiers ou ferroviaires ; des grèves de routiers, cheminots ou dockers inquiètent de temps à autre le pouvoir en place. Mais elles se heurtent chaque fois à la répression, à la réduction du droit de grève au nom du droit des usagers/consommateurs, la priorité des gouvernements étant toujours en définitive de protéger le droit de propriété.

Quelles que soient les perceptions de chacun sur ces sujets, il n'y a aucune perspective possible sans la réappropriation non seulement de l'espace mais de tout ce qui concerne notre vie quotidienne (outils de production, moyens de subsistance) pour créer un cadre de vie à échelle humaine propre à réhabiliter la convivialité, l'unité de la vie (habiter, travailler, s'instruire, se détendre, communiquer…). Ce qui suppose de sortir du capitalisme et de l'État. Ça pourra prendre différentes formes, mais ça s'appelle une révolution sociale.

J.-P. T.

De quoi « l'écologique politique » est-elle le nom ?



Philippe Pelletier

Groupe Nestor-Makhno de la Fédération anarchiste

La plupart des chercheurs s'accordent à dire que Bertrand de Jouvenel (1903-1987) est l'inventeur du concept d'« écologie politique[1] ». Il l'écrit dans un article de 1957, alors peu connu, mais repris dans son livre de 1976, *La Civilisation de puissance*[2]. Ce titre évocateur tombe à pic après le rapport Meadows (« Halte à la Croissance », 1972), le premier choc pétrolier (1973) et les événements de mai 1968.

C'est en effet le moment où, dans le cadre d'une société industrielle et marchande désespérante, de nombreuses personnes cherchent une issue à l'alternative droite/gauche, caricaturée dans l'opposition Amérique/Union soviétique. L'extrême gauche marxiste est idéologiquement bousculée par un retour de l'anarchisme, mais un anarchisme confus, souvent petit-bourgeois, qui a perdu sa base populaire et ouvrière.

C'est alors que le mouvement écologiste naissant fait basculer son identité originelle de « la droite » (naturalisme, malthusianisme, conservatisme, romantisme passéiste…) vers la « gauche » (évolution des mœurs, pacifisme actif…), du moins en apparence, ce qui est un point essentiel. Le tout s'opère sur fond de réinvestissement du terrain social et idéologique par les Églises chrétiennes. En France, le prototype en est la CFDT et le PSU, dans le sillage de Vatican 2 et de la doctrine sociale de l'Église, avec tous ses satellites intellectuels comme André Gorz (1923-2007), autre pionnier de l'« écologie politique ».

La gauche marxiste étant encore puissante, l'Union soviétique encore vivante, le processus s'accomplit à travers quelques compromis idéologiques — comme les théories du prêtre catholique Ivan Illich (1926-2002), considéré comme un penseur de l'« écologie politique » (selon sa fiche Wikipédia) — et autres hybridations audacieuses, mais souvent ratées (le marxo-freudisme de Marcuse, le marxisme libertaire de Daniel Guérin…).

Tout ce courant hétéroclite s'empare alors de l'idée d'«écologie politique» et fait carrière avec. Un Daniel Cohn-Bendit passé du Mouvement du 22 mars anarchisant à Europe-Écologie-Les Verts, avec un siège de député à l'Assemblée européenne, en est un bon exemple. Avec son «*ni droite, ni gauche*», Antoine Waechter exhume, à la fin des années 1970, le vieux slogan lancé en 1931 par L'Ordre Nouveau. Ce groupe d'«antiproductivistes» – qui ont inventé ce nom – a écrit en 1933 une *Lettre à Hitler* en espérant que le nouveau Chancelier du Reich restera fidèle à sa vision antiproductiviste[3]. On sait que pour des raisons de tactique politique, et en partie de fond, la tendance Waechter est ensuite évacuée au profit d'une tendance prête à tous les compromis avec la social-démocratie: celle qui va de Dominique Voynet à Cécile Duflot.

«De l'économie politique à l'écologie politique» selon Jouvenel (1957)

Le texte publié en 1957 par Bertrand de Jouvenel est remarquable en ce qu'il pose un diagnostic souvent juste et une prospective intéressante. Il alerte sur les «*dangers du modèle économétrique abstrait*», critiquant le calcul du produit intérieur brut et la vision erronée que sa lecture entraîne: c'est l'un des premiers à le faire. Décrivant les «*modes de prélèvement*» des ressources, les rapports entre «*espèces dévorantes*» («prédateurs» dit-on de nos jours) et «*dévorées*» («proies»), il évoque le fondateur de l'écologie en 1866, Ernst Haeckel (1834-1919), sans en connaître, *a priori*, les positions social-darwiniennes et naturalistes intégristes[4].

Il questionne aussi la croissance démographique, les besoins en énergie, le machinisme et «*la destruction des conditions de la vie humaine*». Il insiste sur la nécessité d'intégrer la question des «*données naturelles*» (= les ressources de la Terre) dans la réflexion et la politique économique, d'où sa proposition: «*L'instruction économique devrait toujours être précédée d'une introduction écologique. Avant de parler de l'organisation des hommes pour l'obtention des biens, il faudrait montrer que ces biens sont obtenus à partir de l'environnement naturel et que, dès lors, l'organisation dont il s'agit est essentiellement une organisation pour tirer parti de l'environnement*[5].» C'est dans cet unique passage que de Jouvenel définit ce qu'il entend explicitement par «écologie politique», mais l'ensemble de son livre illustre son raisonnement.

S'il n'a pas conscience, a priori, du caractère naturalisant de l'expression «écologie politique» (quid d'une «chimie politique»?), des générations entières d'écologistes plus ou moins profonds la reprennent en durcissant sa dimension biocentrique, et en l'opposant à l'anthropocentrisme. Selon elles, l'être humain est intrinsèquement mauvais car prédateur, pollueur, gaspilleur et jouisseur. Sur cette vision religieuse, le catholique pratiquant de Jouvenel ne se contentera que de brèves et rares allusions.

Dans son livre *Arcadie* (1969), il martèle son hostilité au «productivisme». Les exigences de ce qu'il appelle la «*cité productiviste*» modèle tout selon lui. «*De là un renversement de toutes les valeurs sociales. Que l'homme soit enraciné dans un lieu géographique, qu'il y soit attaché parce que là sont les tombeaux de ses pères, [...] là en un mot sont ses amours et ses responsabilités: cela de tout temps et par tous a toujours été jugé un bien. Or tout cela est devenu un mal au regard de l'exigence productiviste*[6].»

De Jouvenel ne parle jamais de la lutte des classes, sinon de façon implicite dans une fulgurance dont il a parfois le génie lorsqu'il évoque l'élargissement de «*la base de la consommation*» et «*la demande alimentée par des "traites tirées sur l'avenir" selon la frappante expression de Léon Blum*». Cet élargissement s'effectue grâce à «*l'exercice de la puissance syndicale*», composante de «*phénomènes politiques [qui] n'entraient pas et ne pouvaient entrer dans la vision de Marx*»[7].

De Jouvenel, du PPF au Club de Rome

Bertrand de Jouvenel est né dans un milieu très aisé, mondain et politisé. Son père, baron, est journaliste, patron de presse puis diplomate. Son oncle est écrivain, ainsi que sa belle-mère (Colette). Il baigne «*toute son enfance dans un milieu littéraire agité, ce qui lui donnera le goût de la polémique et l'attrait du pouvoir politique. Ainsi, il fréquentera les décideurs, ces membres d'une élite qui doit conduire les affaires de l'État*» [8].

En 1925, il s'inscrit au Parti radical, aux côtés des «Jeunes Turcs». Il le quitte en 1934, après l'émeute fascisante du 6 février 1934, qui l'impressionne. Reconnaissant dès l'arrivée de Hitler au pouvoir que celui-ci a «*rendu un immense service moral à la nation*[9]», il couvre pour l'hebdomadaire *Gringoire* le congrès du parti nazi en 1935. Il fréquente les milieux nationalistes, des intellectuels comme Henri de Man (post-marxiste) ou Pierre Drieu La Rochelle (bientôt pétainiste et collaborateur), ainsi que le nazi Otto Abetz, futur ambassadeur de l'Allemagne à Paris sous l'Occupation. En février 1936, grâce à Abetz, il décroche une interview avec Hitler où il se montre à la fois complaisant et naïf; de fait, il aura été roulé et par les nazis et par le gouvernement français[10].

En juin 1936, dès sa fondation, il rejoint le Parti populaire français (PPF) de l'ex-communiste Jacques Doriot (1898-1945), parti considéré par une grande partie des historiens comme étant fasciste[11]. Il devient rédacteur en chef de son journal, *L'Émancipation nationale*, dans lequel il fait l'éloge du fascisme. Visitant l'Allemagne en septembre 1938, il est impressionné par la puissance et le fanatisme nazis.

Il démissionne du PPF en 1938, déçu par l'attitude de Doriot qui approuve les accords de Munich. Pendant l'Occupation, électron libre, il mène un double jeu, puis s'exile en Suisse (septembre 1943). De retour en France à la Libération, il échappe à l'épuration, mais se voit considéré, selon sa propre expression, comme un «*pestiféré*[12]». Il revient dans l'essayisme, abordant tous les genres, notamment économique, politique et écologique. Avec Friedrich Hayek (1899-1992) et Jacques Rueff (1896-1978), il fonde, en avril 1947, la Société du Mont-Pèlerin, club d'intellectuels libéraux. En 1961, il lance Futuribles, association appuyée par le politologue Raymond Aron et par la Fondation Ford, puis la revue éponyme en 1975. Son but est de susciter et stimuler des efforts de prévision politique et sociale.

Bertrand de Jouvenel devient également membre du Club de Rome, fondé en 1968 par Aurelio Peccei (1908-1984), ancien PDG d'Olivetti et dirigeant de Fiat, et par Alexander King (1909-2007), dirigeant de la section «Éducation et science» à l'OCDE. Ce club est rendu célèbre pour avoir commandité le rapport *Halte à la croissance* (1972), en partie financé par la Fondation Volkswagen. Bertrand de Jouvenel soutient la candidature de François Mitterrand aux élections en 1974

Viktor Vasnetsov, *Alyonushka*, huile sur toile,1881.

puis en 1981, et la liste écologiste de Didier Anger aux élections européennes de 1984.

Du fascisme à l'écologie politique : quelle cohérence ?

Le parcours de De Jouvenel interpelle. Son adhésion au PPF gêne le roman national français qui bute régulièrement sur l'existence et la nature d'un fascisme en France à cette période. Elle dérange certaines versions historiques et certaines consciences, en particulier celles qui occultent les passages de la gauche à la droite, et même de l'antifascisme au fascisme, processus intellectuellement et politiquement trop perturbant. Il a d'ailleurs fallu que ce soient des historiens étrangers qui lèvent d'abord le coin du voile (Paxton, Sternhell, Asheri, Burrin, Hellman, Soucy…), et qui brisent ce que Soucy appelle avec justesse « *la thèse de l'immunité*[13] ». Au-delà de savoir si Bertrand de Jouvenel fut vraiment un pronazi, comme l'en a accusé l'historien Zeev Sternhell, on peut se demander s'il y a chez lui une cohérence idéologique qui le fait passer du P.P.F. à l'« écologie politique ». La réponse est oui. Bien qu'elle ne soit pas de la même nature que celle des non-conformistes des années 1930, que de Jouvenel ne côtoie d'ailleurs pas, il existe des points de convergence. Ainsi, le théologien protestant Denis de Rougemont (1906-1985), pilier de L'Ordre nouveau (1931-1938), propage l'écologisme en fondant, et en présidant, en 1976 Ecoropa. Ce mouvement rassemble, entre autres personnages, le théologien protestant Jacques Ellul (1912-1994), l'écologue fondamentaliste chrétien Jean-Marie Pelt (né en 1933), le milliardaire Edward Goldsmith (1928-2009) et l'écrivain Armand Petitjean (1913-2003). Ce dernier, connu de nos jours pour ses nombreux écrits sur l'écologie, est également un ancien membre du PPF et du cabinet du ministre de la propagande sous Vichy, Paul Marion.

La cohérence de De Jouvenel se situe dans son soutien à l'interventionnisme politique — de l'État en l'occurrence puisqu'il n'envisage rien d'autre sur ce plan — en matière économique et environnementale (écologique, selon ses propres termes). Il s'agit de planifier. En cela, il reste fidèle à l'un de ses premiers livres, *L'Économie dirigée, le programme de la nouvelle génération* (1928), publié par la maison d'édition Valois. De Jouvenel prend en effet très tôt conscience de la question des ressources, et donc de la nature. Sa vision est plus utilitariste que romantique, c'est ce qui le distingue d'autres courants de l'écologisme comme Charbonneau. Il fait partie de l'aile intelligente des dirigeants étatiques et capitalistes qui ont compris qu'ils ne doivent pas scier la branche écologique sur laquelle sont assis leurs profits à moyen et long terme.

D'où sa présence au sein du Club de Rome, lequel incarne l'avant-garde de cette écolocrature consciente. Cela ne l'empêche pas de critiquer une partie du rapport Meadows, en particulier son malthusianisme et sa myopie économiciste qui ne prend pas assez en compte les ressources maritimes ou le recyclage. Visionnaire, de Jouvenel se méfie également de l'énergie nucléaire car il pressent qu'elle poserait des problèmes de technique, de coût et de pollution (déchets), outre le fait qu'elle soit une énergie fossile et donc limitée. Il prône logiquement le solaire, l'éolien, le marémoteur.

De la critique de « la croissance » au capitalisme vert

Il critique même, dès 1976, ce qu'il appelle « *l'idéologie de croissance*[14] ». Bien entendu, son « écologie politique » n'envisage ni la disparition de l'État, ni celle des classes sociales. Tout juste espère-t-il que la prospérité écologico-économique assurera le bien-être de tous. En ce sens, beaucoup plus honnête que tous ceux qui critiquent les excès du capitalisme mais qui se gardent bien d'en toucher les fondements (propriété privée, plus-value, salariat, État…), Bertrand de Jouvenel représente l'un des précurseurs et hérauts de ce « capitalisme vert » qui se déploie actuellement.

Il va sans dire que toutes celles et tous ceux qui, pour propager une écologie soi-disant radicale et autre « décroissance », s'appuient sur le Club de Rome et sur les rapports rédigés par des savants patentés, idéologiquement déjà dans le moule, se trompent doublement : dans l'analyse de la situation, car les ressources planétaires sont limitées ici, mais inépuisables là (solaire, géothermie, biomasse, marémotricité, etc) — les dirigeants s'affirmant malthusiens pour mener une double guerre entre capitalistes et travailleurs, entre pays industrialisés et pays émergents ; et dans la stratégie, qu'elle soit électoraliste ou alternative, car cautionner cette analyse et ce type d'écologisme revient à cautionner le capitalisme vert[15].

P. P.

---

1. Jean Jacob, Ivo Rens, Yves Frémion, Olivier Dard, Roger Cans.
2. Bertrand de Jouvenel, « De l'économie politique à l'écologie politique », Bulletin du Sédéis, 671, 1er mars 1957, rééd. in chap. 6 de *La Civilisation de puissance*, Paris, Fayard, 1976, p. 49-77.
3. Cf. *Monde libertaire*, n° 1733.
4. Cf. *Monde libertaire*, n° 1478.
5. Bertrand de Jouvenel, *op. cit*, (1957), p. 7 ; rééd. (1976), p. 56.
6. Bertrand De Jouvenel, *Arcadie, essais sur le mieux vivre*, Paris, Sédéis, 1969, p. 138.
7. Bertrand de Jouvenel, *La Civilisation de puissance*, *op. cit.*, p. 170. Mais ce sera tout. Les implications de ce constat parfaitement exact emmèneraient De Jouvenel beaucoup trop loin, y compris pour des raisons politiques comme on le verra plus loin.
8. Andreu Pierre, *Révoltes de l'esprit, les revues des années Trente*, Paris, Kimé, 1991, p. 267. Comme Bertrand de Jouvenel, Andreu (1909-1987) fut membre du PPF.
9. « Peut-on s'entendre avec Hitler ? », *La République*, 10 février 1933.
10. Ce que raconte très bien Philippe Burrin. Burrin Philippe, *La Dérive fasciste, Doriot, Déat, Bergery*, 1933-1945, Paris, Seuil, 1986, p. 84-87.
11. Bertrand de Jouvenel, *Un voyageur dans le siècle* (1903-1945), Paris, Laffont, 1979, p. 456 et suiv.
12. Soucy Robert, « Enjeux – La Rocque et le fascisme français, réponse à Michel Winock », *Vingtième siècle*, revue d'histoire, 3-95, 2007, p. 219.
14. Bertrand de Jouvenel, *La Civilisation de puissance*, *op. cit.*, Première partie, chapitre un.
15. En revanche, soutenir la ZAD à Notre-Dame-des-Landes est, bien entendu, une lutte contre le capital et l'État produisant des projets inutiles non pas pour les produire, mais pour les vendre. Cela ne les empêche pas de créer un Parc national en Guyane.

À propos des mouvements et des courants de l'anarchisme

Tendances ou déviances

Vallotton, *Bibliophile, xylogravure.*

Claude Fréjaville

Max Nettlau indiquait que, «*vers 1880, trois conceptions anarchistes se manifestèrent avec vigueur :*

– La conception collectiviste, en Espagne, qui fut proclamée par l'Internationale. [...]

– La conception communiste, qui se répandit en France, en Italie, en Belgique, en Suisse, en Angleterre. [...]

– La conception mutualiste-collectiviste, aux États-Unis».

Ces tendances formèrent les courants syndicaliste, communiste et individualiste, devenus classiques dans la tradition anarchiste. Or, James Guillaume, qui fut, en quelque sorte, le premier historien de l'anarchisme, avait insisté pour faire du collectivisme, qu'il rattachait à une conception proudhonienne du socialisme, la doctrine de l'anarchisme, qu'il abandonna quand, à partir de 1874, Malon, De Paepe, Brousse et quelques autres l'entraînèrent vers un possibilisme électoraliste. Les premiers travaux de Guillaume et Nettlau mettent donc l'accent sur l'origine internationaliste de l'anarchisme et donnent au conflit Marx-Bakounine une importance décisive.

Claude Harmel et Jean-Louis Puech affirmeront la fin du proudhonisme dans l'Internationale et n'insisteront pas sur la rupture avec les socialismes autoritaires en 1848, 1863, 1871, et après 1874 le conflit qui opposa anarchistes et socialistes possibilistes dans l'Internationale sera minimisé, et la tradition historique communiste libertaire s'imposera. Mais, comme le remarque Nettlau, l'anarchisme était, en 1880, à un tournant de son histoire, dont l'origine remontait aux années 1848-1871 et dont le congrès antiautoritaire de Saint-Imier (1872) fut l'aboutissement. L'abandon de la théorie collectiviste laissera la place libre aux idéologies socialiste et ouvrière qui feront de l'anarchisme une simple émanation des mouvements sociaux, mais qui seront alors contraintes d'emprunter au marxisme les théories qui étaient censées lui faire défaut. Cette perspective idéologique en réaction aux dérives collectivistes a trompé des générations d'anarchistes et favorise encore l'idée

d'une origine mythique en filigrane du communisme, largement reprise par les historiens marxisants du mouvement (Arvon, Maitron, Guérin, Tarrizo…).

Les anarchistes souhaitant révéler de nouvelles perspectives remettent aujourd'hui en question cette histoire. Gaetano Manfredonia remarque que le proudhonisme fut refoulé et dénonce l'illusion d'une classification purement idéologique, Irène Peirera aborde les dimensions humaniste et pragmatique à la recherche d'une nouvelle grammaire, Philippe Pelletier, contre les idées reçues et les postures, dévoile «*l'increvable anarchisme*», René Berthier s'interroge justement quant à sa naissance à Saint-Imier. Ronald Creagh avait rappelé que le tuckerisme est le premier mouvement individualiste et non, comme on l'indique toujours, le stirnérisme. Daniel Colson signalait que l'anarcho-syndicalisme est un «mythe» du syndicalisme révolutionnaire et non la continuation de l'anarchisme ouvrier des internationaux. Nous mesurons ici la difficulté que présentent une démarche classificatrice et la complexité des contradictions que des militants espagnols au début du XX^e siècle voulurent dépasser en revendiquant un «*anarchisme sans adjectif*». Mais, dans les années 1920, le mouvement militant figea ses orientations organisationnelles avec les notions de «synthèse» et de «plate-forme» qui accentuent l'exclusivisme idéologique. Frank Mintz, souhaitant donner une lecture généraliste de la mouvance anarchiste, nuance l'analyse de la plate-forme mais, en associant la «synthèse» aux déviations «social-démocrates», ne peut mettre fin au débat.

Jean Preposiet, dans son *Histoire de l'anarchie*, avait cru pouvoir conclure par ce jugement: « *Ces irréductibles le savent bien: en politique, la spontanéité appelle un jour ou l'autre l'organisation et, de l'organisation au pouvoir, la distance est courte. Aussi n'ont-ils cessé de batailler entre eux sur cette question insoluble.* »

L'incompréhension d'une authentique pensée anarchiste et sa réduction à une simple spontanéité libertaire qu'il conviendrait d'organiser animent aussi la réflexion des universitaires. L'anarchisme est pour Olivier Meuwly, de l'université de Lausanne, une théorie du chaos qui aurait besoin d'une doctrine rationnelle que l'auteur cherche dans son catalogue d'idéologies. Il insiste sur le danger fasciste qui guetterait tout projet libertaire (sa démonstration ne portant que sur le stirnérisme) et conclut par l'absence d'idéologie anarchiste «*raisonnable*» garantissant l'ordre social. Selon Meuwly, «*la contribution anarchiste doit demeurer subordonnée à une structure étatique performante, qui fédère les intérêts particuliers dans un cadre général, acceptable pour tous. Sans cela, le chaos est programmé*». Il rejoint ainsi les Arvon, pour qui le socialisme pouvait sortir l'anarchisme de l'impasse libertaire, Guérin, pour qui le marxisme serait la solution, Skirda avec le plate-formisme, etc. La critique anti-anarchiste, formulée notamment par de grands penseurs comme Friedrich Nietzsche, Georges Palante ou encore Sigmund Freud, repose essentiellement sur une confusion de ce type. Il est d'ailleurs très significatif de constater que ces auteurs n'engagent pas de discussion avec Proudhon, mais se contentent de critiquer l'harmonie sociale des individualistes et le spontanéisme des communistes libertaires. Ainsi s'adressent-ils, non pas à la doctrine anarchiste, parfaitement méconnue, mais aux idées libertaires agrémentées par une tradition idéologique (l'harmonie fouriériste, l'activisme blanquiste ou le spontanéisme luxembourgiste, par exemple).

À partir de la fracture plate-forme/synthèse, néoanarchistes et postanarchistes reprennent aujourd'hui ce discours libertaire révélateur d'une fausse conception de l'anarchie, historiquement échafaudée et qu'il conviendrait de discipliner. Ainsi, le postanarchisme prétend revisiter l'histoire à l'aide de nouvelles pensées, comme celle de Spinoza, Foucault ou Deleuze, s'inspirant de Nietzsche, de la pensée de 1968, Gramsci, Edgard Morin, etc., comme s'il n'y avait pas de théoriciens anarchistes (voir Philippe Pelletier à propos de Foucault dans *Le Monde libertaire* n° 1730)… La remise en cause de l'histoire traditionnelle est néanmoins intéressante et stimulante mais, en s'égarant dans ce que Maurice Joyeux qualifiait de «*paroxysme*» de l'anarchie (voir, par exemple, l'anarchisme ontologique et épistémologique), le postanarchisme s'enfonce dans un «réformisme» que lui reproche alors le néoanarchisme «révolutionnaire». Or, ces mouvements demeurent de purs produits de la gauche radicale insidieusement invitée dans la tradition du mouvement par la lignée des De Paepe, Cafiero, Most, Sorel, Serge, Fontenis, Guérin, etc. L'ambition de ces néoanarchistes et postanarchistes semble consister à unifier les luttes libertaires, souvent idéalisées, et à réécrire l'histoire d'un mouvement anarchiste mythique à partir d'une unité politique alternative alimentée par des doctrines social-démocrate ou marxiste libertaire.

En réaction à ces mouvements prétendant réactualiser les fondements «idéologiques», essentiellement libertaire de l'anarchisme, s'affirme un autre courant (voir *Cartographie de l'anarchisme* de Michael Schmidt), exclusivement communiste libertaire et d'esprit prolétarien. C'est un anarchisme social de front de classe, dont Skirda s'était fait l'historien dans les années 1980, et qui développe à partir du «plate-formisme» une idéologie programmatique de type «spécifique» visant à coordonner les luttes d'un point de vue politique. Ce courant critique du syndicalisme a fermement rompu avec la tradition individualiste et semble solidement établi par ses références bakouninienne et malatestienne, mais si sa réflexion est souvent pertinente, sa prétention à l'orthodoxie anar demeure problématique, comme le montre son exclusivisme communiste et ses implications politiques.

À côté de ces mouvements immergés dans les luttes sociales survit difficilement l'anarchisme historique, prônant un anarchisme gradualiste, plus théorique qu'idéologique, représentant l'anarchisme classique, dit «gardien de la tradition», mais que définit assez mal le «synthésisme» trop éclectique. Ce courant plus mutuelliste qu'individualiste et plus fédéraliste que communiste, que l'on nommait jadis collectiviste, s'implique dans le mouvement ouvrier sans nier l'apport individualiste et se réfère à l'anarchisme proudho-bakouninien et à des penseurs comme Élisée Reclus, Fernand Pelloutier, Malatesta et Nettlau. Il est malheureusement déconsidéré car crispé sur des positions souvent défensives.

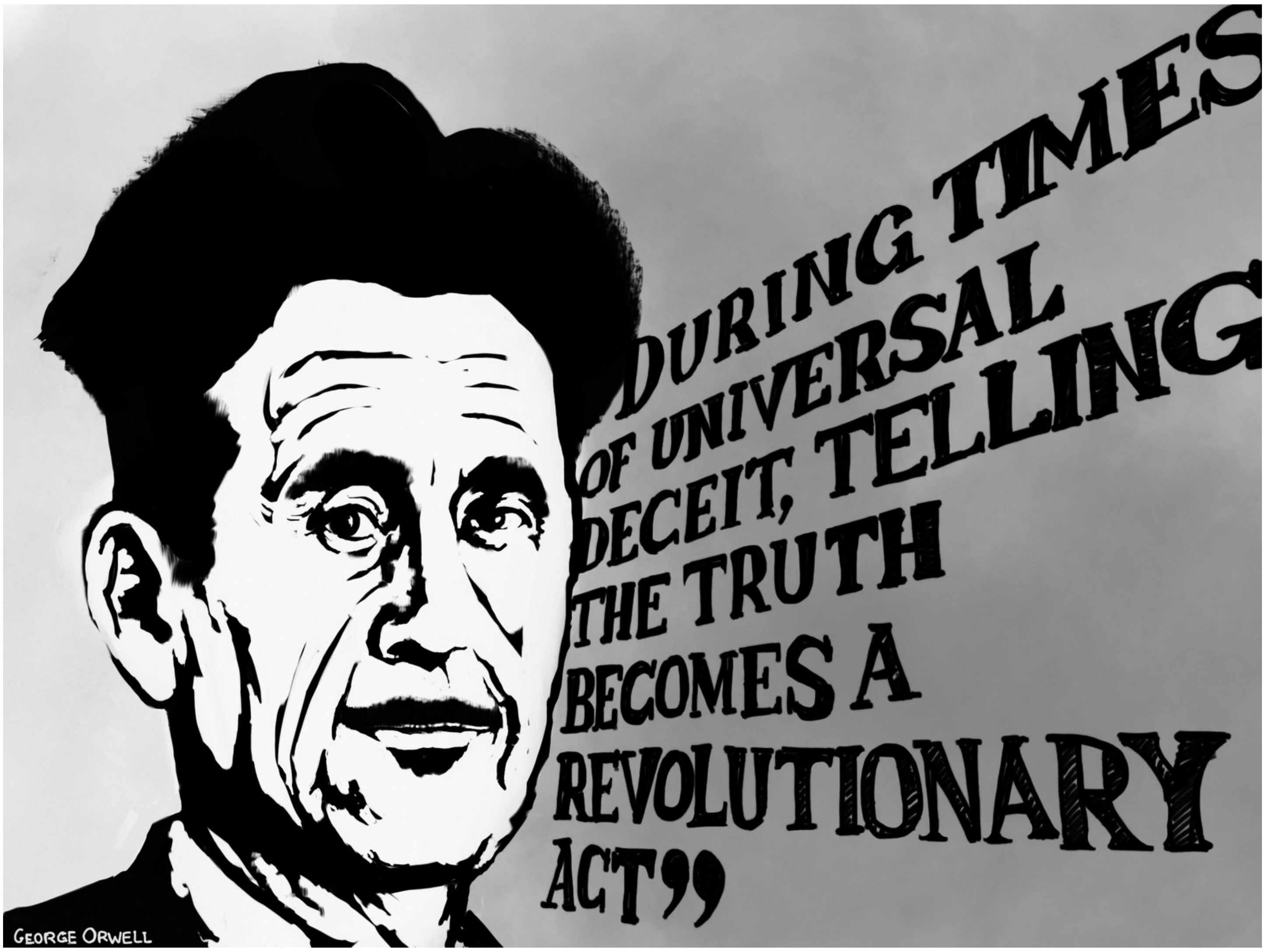
Peut-être arriverons-nous à mieux saisir ces courants en étudiant l'histoire de la lutte incessante qu'ils mènent contre les idéologies et leurs déviations, et constater que les brèches que ces dernières ont ouvertes sont plus importantes qu'elles ne paraissent. L'anarchisme, à contre-courant des doctrines, accorde aux sources libertaires et sociales un pouvoir exorbitant qui mène tout droit aux impasses idéologiques qu'il combat. Au-delà de la tradition établie, les anarchistes sont en fait à la recherche d'une authenticité, qui ne sortira pas d'une simple agitation sociale, faisant du «contrisme» comme l'indiquait Gaston Leval, et dont l'«especifismo», malgré son intéressant travail théorique, ne parvient pas à échapper en confondant idéologie et méthodologie. L'anarchisme, pour sortir de l'impasse des luttes actuelles, a surtout besoin de renouer avec ses fondements anarcho-structurants (mutuellisme, collectivisme, fédéralisme), proposant aux masses une solution fonctionnelle de type socio-économique, et non une solution «constitutionnelle» et idéologique (individualisme, syndicalisme ou communisme), vouée au déviationnisme. **C. F.**

---

1. Max Nettlau, *Quelques Idées fausses sur l'anarchisme*, 1905.
2. Frank Mintz, *Histoire de la mouvance libertaire*, Éditions Noir et Rouge 2013.
3. Jean Preposiet, *Histoire de l'anarchisme*, Éditions Tallandier, 1993, p. 434.
4. Olivier Meuwly, *Anarchisme et Modernité*, Éditions L'Âge d'homme, Lausanne, 1998, p. 213.
5. Pour Nietzsche, voir notamment *La Volonté de puissance*, Palante dans *La Sensibilité individualiste*, *Anarchisme et individualisme*, Freud dans *Nouvelles Conférences sur la psychanalyse*, septième conférence: « D'une conception de l'Univers. »
6. Jacques Langlois, *De la justice*, Éditions libertaires, 2013.

Le problème Orwell

Un commentaire à propos de l'article « Le problème Michéa »[1]



José Ardillo

D'ABORD, je dois signaler que mon intention dans ce petit texte n'est pas d'entamer la défense de la figure de Michéa mais, dans la mesure où Alexis (du Groupe George Orwell) établit une sorte de comparaison entre ce dernier et l'auteur de *1984*, il me semble nécessaire de faire quelques précisions qui aideront peut-être à approfondir cette polémique[2].

Ce que je me propose de mettre ici en relief ce sont certains aspects de la figure de George Orwell, pour ainsi questionner, ou relativiser, cette célèbre paire gauche/droite qui semble si chère à l'auteur de l'article.

Pour dissiper d'emblée les doutes j'annonce qu'Orwell est pour moi une des figures intellectuelles et politiques les plus incontournables du XX siècle, à côté de Aldous Huxley, Lewis Mumford, Simone Weil, Gustave Landauer, Günter Anders, Douglas MacDonald ou Ignazio Silone. Orwell représente pour moi la tendance la plus lucide de la pensée libre du siècle passé, celle qui lie la question sociale à la critique de la foi progressiste. Pourtant, mon admiration et respect pour Orwell n'empêchent pas de me faire constater ses contradictions, ses faiblesses et ses paradoxes.

S'approprier un auteur comme Orwell ne me semble pas forcement abusif, à condition d'assumer la complexité du personnage et de ne pas l'obliger à entrer de gré ou de force dans le lit de Procuste de nos attentes idéologiques.

Quand Alexis affirme de l'auteur qu'il a choisi comme illustre parrain que celui-ci, à la différence de Michéa, « s'est toujours placé à gauche », qu'entend-il par là ?

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis la mort d'Orwell, et le temps et le contexte politique dans lequel il est intervenu ont bien sûr changé. Nombreux sont les lecteurs

qui aujourd'hui s'adressent aux livres les plus connus et lus d'Orwell sans s'interroger sur la dimension publique et polémique du personnage.

À mon avis, affirmer l'appartenance d'Orwell « à la gauche », sans plus de précisions, c'est déjà demander de nous une complicité discutable. C'est tenter d'éviter le débat, ou de trancher la question, sans vouloir justement savoir ce qui se cache derrière ce label si usé et manipulé. C'est enfin appeler une sorte de joker, ou de mot magique, qui nous mettrait à l'abri et qui servirait de bannière de ralliement aux nôtres. Quand tout est remis en question, il y a au moins des mots rassurants qui servent à nous identifier face à ce qui nous fait peur. Il faut dire qu'à l'époque Orwell fut souvent critiqué par des personnes que l'on considère normalement comme de gauche, bien sûr, les staliniens, mais aussi les syndicalistes, travaillistes, socialistes plus ou moins honnêtes, anarchistes, pacifistes, etc. Orwell pouvait être quelqu'un d'énormément polémique et souvent il amenait ses attaques et critiques d'une manière pas tout à fait agréable et respectueuse. D'ailleurs, il n'était pas un militant du « ghetto radical ». Pendant des années il a travaillé pour la BBC, qui n'était pas exactement une « radio libre ». Il était un écrivain qui cherchait aussi une reconnaissance publique et qui, pour des raisons diverses, avait un rapport avec des grandes figures de la littérature comme, par exemple, T. S. Eliot, éminent écrivain, conservateur et monarchiste, considéré aujourd'hui par certains comme un réactionnaire. La vie mondaine d'un écrivain engagé de cette époque peut paraître bizarre au militant radical de maintenant, mais tout cela faisait partie de l'ambiance où naissaient nombre d'œuvres politiques remarquables.

Orwell était souvent sans pitié envers les « gens de gauche », qu'il considérait, d'après ses propres critères, comme excentriques : socialistes en sandales, barbus, végétariens, naturistes, objecteurs de conscience, anarchistes… Il allait même jusqu'à parler d'une gauche « *pédé* ». On imagine l'effet que tout ça pourrait avoir sur le milieu radical d'aujourd'hui ! On peut penser que lui se considérait, bien sûr, comme quelqu'un de « gauche » mais la plus grande partie de ses polémiques étaient dirigées vers des gens du milieu socialiste, compagnons de route, intellectuels progressistes, anarchistes, etc[3]. Ses livres les plus célèbres, *La Ferme des animaux*, *1984* et *Hommage à la Catalogne*, sont surtout une récusation de l'arnaque ou trahison de la gauche, ou comme, Burnet Bolloten le disait, *The Grand camouflage*. La droite libérale et la social-démocratie ont adopté une bonne partie de l'héritage orwellien comme une démonstration implacable du danger totalitaire implicite dans le projet communiste. Bien sûr, comme dans le cas de Camus, ils ont pris soin d'ignorer d'autres aspects plus incommodes et subversifs de la vie et des écrits d'Orwell. De manière symétrique, beaucoup de lecteurs « de gauche » font une lecture filtrée des écrits d'Orwell pour prendre ce qui leur convient le mieux.

Dans ce sens, il est conseillé de lire le livre de George Woodcock, *The Crystal Spirit, A study of George Orwell* (1966). Woodcock, comme on le sait, était un écrivain libertaire, ami de Vernon Richards et ami aussi d'Orwell pendant ses dernières années de vie. Dans la partie III du livre *The revolutionary patriot. Conservatism and Rebellion in Orwell's World-View*, Woodcock, qui était un sincère admirateur d'Orwell, analyse justement les aspects les plus faibles et contradictoires de notre auteur, d'un point de vue politique et philosophique. On y voit le côté à la fois populiste et conservateur que les lecteurs gauchistes ont des réticences à assumer. L'obsession d'Orwell pour trouver les racines du socialisme dans l'amour de la patrie le conduit souvent à des impasses et formulations impossibles. Son effort pour différencier le nationalisme du patriotisme n'est pas toujours convaincant et on se demande si, dans le fond, sa recherche peut aboutir à quelque chose d'utile[4]. Woodcock n'hésite pas à parler d'Orwell comme quelqu'un à la fois conservateur et radical et le compare à Bernanos et Péguy.

N'oublions pas un des pires textes d'Orwell, *Le Lion et la Licorne*, écrit comme un effort de propagande sous la pression de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce texte, par exemple, Orwell, de manière provocatrice, proposait la conservation de la monarchie comme un élément permettant l'union du peuple anglais.

Ses positions sur l'impérialisme soulevaient aussi des réactions controversées. Selon Woodcock, la posture d'Orwell sur l'impérialisme pouvait être résumée ainsi : « *L'impérialisme est mauvais, mais presque tous ceux qui s'y opposent sont motivés par de mauvaises raisons. Les anti-impérialistes sont souvent plus négligeables que les impérialistes.* »

Et comment oublier l'exaltation que faisait Orwell de la « *common decency* » des ouvriers ? La vision qu'Orwell avait du bonheur ouvrier n'était pas vraiment encourageante. Dans le meilleur des cas, il ressemble à ces portraits de Ken Loach, très complaisants, où les ouvriers sont toujours sains, simples et honnêtes. Comme Loach, avec ses images sympas du moment du lunch ouvrier, Orwell semble dire que la culture ouvrière possède toutes les vertus et aucun vice, c'est le milieu capitaliste qui génère toute la corruption et la chute. En fait, sa critique de l'éducation intellectuelle face à la culture ouvrière spontanée a quelque chose de vitaliste, entre D. H. Lawrence et Jack London. Comme le signale Woodcock, dans *The Road to Wigan Pier*, Orwell néglige l'enseignement intellectuel face aux vraies connaissances de la vie ouvrière. Dans son travail, pensait-il, le jeune va apprendre ce qu'est la vie réelle, et non « *perdre son temps avec des stupidités* (stupid rubbish) *comme l'histoire et la géographie* ».

Par ailleurs, Orwell faisait l'éloge du vitalisme des classes travailleuses et de leur capacité reproductrice. Il défendait, bien sûr, la famille traditionnelle et il s'opposait à tout type de mesure contraceptive. Orwell pensait que l'avortement était un signe de dégénération morale. Dans son texte *The English People* il s'inquiète de savoir comment faire pour augmenter le nombre des naissances et faire croître la population anglaise. Il en arrive à proposer des taxes pour les familles sans enfants ! Et il suggère que des mesures plus sévères contre l'avortement seraient nécessaires. Woodcock dit : « *Ce sont, probablement, les propositions les plus réactionnaires qu'Orwell ait jamais faites […]. Cela nous montre l'Orwell le plus autoritaire, mais il nous montre aussi un aspect de sa pensée qu'on ne peut pas ignorer.* »

Quant à sa vision de l'organisation politique de la société, Orwell était loin d'être un anarchiste. Il ne s'est jamais manifesté clairement contre l'existence d'un État et, comme le signale Woodcock, certaines de ses revendications, comme la taxation des riches et des personnes sans enfants, font forcément appel à la création d'une sorte de bureaucratie étatique. Woodcock ajoute : « *Dans l'ensemble, il n'y avait rien d'énormément révolutionnaire dans les propositions d'Orwell pour une société socialiste ; beaucoup de choses qu'il avait suggérées n'étaient que des réformes libérales qui se sont réalisées depuis dans des pays qui ne se considèrent pas du tout socialistes.* »

Woodcock ferme son chapitre en signalant que la contribution à la politique d'Orwell était surtout dans la recherche de la vérité et la reconnaissance des dangers qui menacent la liberté. Dans un sens profond et moral. Mais, bien sûr, ça ouvre un terrain de discussion assez large et les propositions orwelliennes peuvent trouver un contrepoint à partir de sa propre philosophie.

Dans ce texte, évidemment, on a insisté sur les aspects les plus polémiques d'Orwell.

Ce qui nous intéresse ici c'est de montrer comment la filiation d'Orwell à une soi-disant « gauche » est sans doute une question problématique. Orwell était-il vraiment un homme de « gauche » ? Et si cette question n'avait aucune importance ?

Dans son excellent essai *Orwell ou l'horreur de la politique*, Simon Leys revient sur cette vision controversée de la figure de notre auteur. Leys critique justement les tentatives de récupération d'Orwell par la droite et par les néoconservateurs : « *Cette annexion d'Orwell par la nouvelle droite reflète moins le potentiel conservateur de sa pensée que la persistante stupidité d'une gauche qui, au lieu de commencer enfin à le lire et le comprendre, s'est laissée scandaleusement confisquer le plus puissant de ses écrivains.* » D'accord, mais dans son livre Leys survole ces aspects plus conserva-

teurs d'Orwell et n'entre pas vraiment dans la discussion, se limitant à une réaffirmation d'Orwell comme socialiste honnête. Il arrive à admettre qu'*« Orwell avait souvent réservé ses traits les plus féroces pour ses propres compagnons »*, mais il ajoute plus bas : *« C'est précisément parce qu' il prenait l'idéal socialiste tellement au sérieux qu'il ne pouvait tolérer de le voir manipulé par des pitres et des escrocs. »* Franchement, on doute qu'une telle défense puisse aider justement à profiter de ce qui est le plus valable de la contribution d'Orwell.

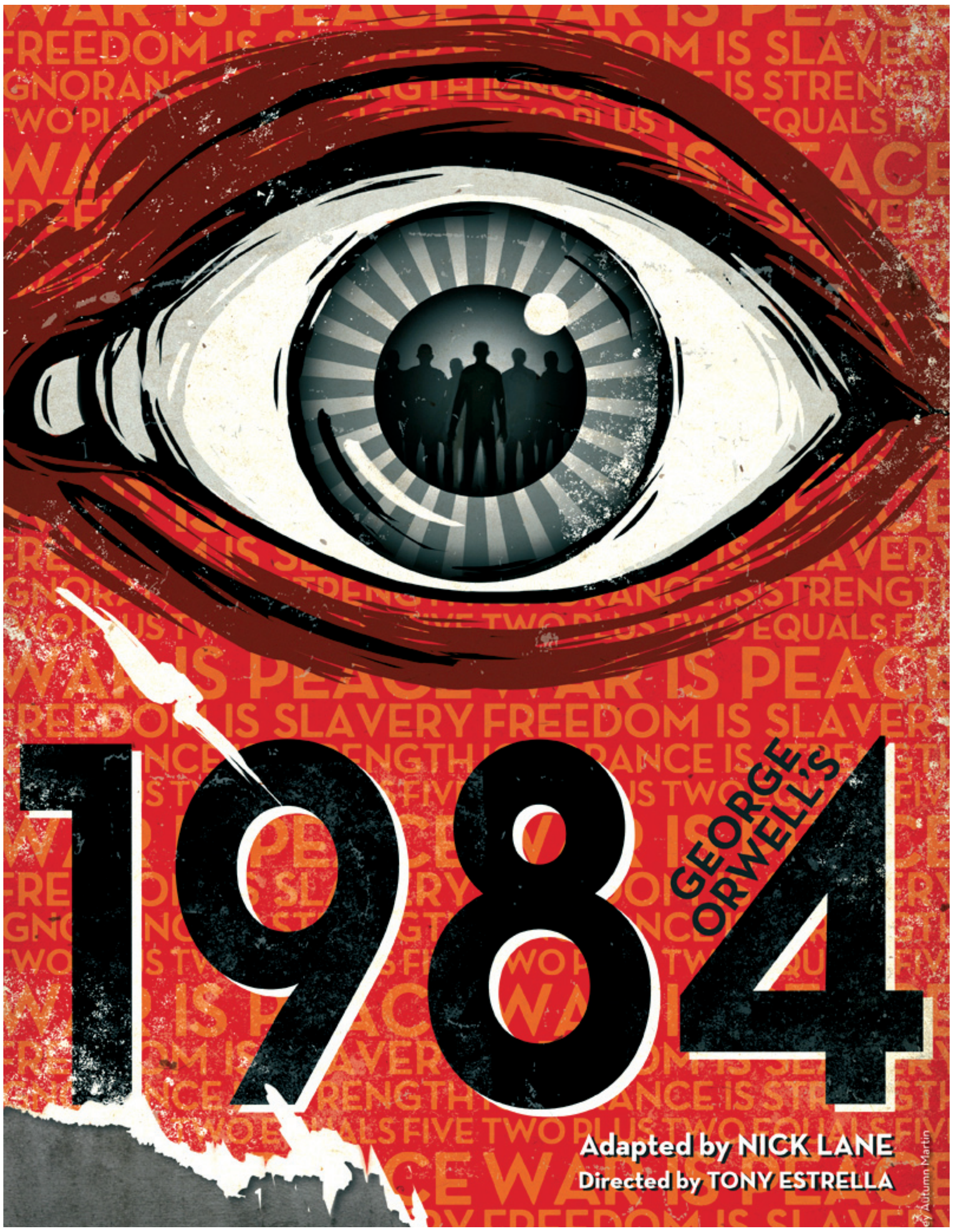
Selon certaines de ses opinions, Orwell pouvait être associé au nationalisme anglais, patriotisme, conservatisme, traditionalisme. Aujourd'hui, certaines de ses opinions auraient soulevé la colère des milieux d'extrême gauche, anarchistes, féministes, antimilitaristes, végétariens, etc. Et, sûrement, il aurait été traité de réactionnaire.

On ne nie pas, bien sûr, les convictions antifascistes, anti-impérialistes, antistaliniennes et même anticapitalistes chez Orwell. Son geste de partir à la guerre d'Espagne pour combattre le fascisme nous semble admirable. Mas rien de tout cela n'explique la vraie originalité et actualité d'Orwell. Beaucoup d'hommes et de femmes anonymes partirent en 1936 pour se battre contre le fascisme. Mais aujourd'hui, en laissant de côté les cas pathologiques, qui oserait défendre, de manière publique et explicite, le colonialisme, le fascisme ou le stalinisme ? Même la critique du capitalisme est devenue banale à notre époque. Serrer les lignes sur la « gauche » à cause de l'éternelle menace de l'extrême droite qui arrive nous fait oublier que dans la France actuelle ce n'est pas l'extrême droite qui gouverne, pas pour le moment, et que cela nous prive de pouvoir faire une critique sérieuse et sereine de la culture contestataire de « gauche », amplement majoritaire, de la « gauche » au pouvoir et, en général, de tout cet esprit progressiste assez critiqué par Orwell à son époque. Dans le fond, de quoi il s'agit ici ? En simplifiant la figure d'Orwell comme gauchiste et antifasciste, on oublie ce qui rend vraiment intéressante sa contribution, c'est-à-dire, sa critique de la modernisation et du progrès, son idée que la lutte pour la liberté et la justice est aussi une lutte contre les dogmes de la philosophie progressiste communs à la plus grande partie de la gauche et de la droite[5].

Pour nous il est évident que le questionnement sur Michéa est d'une importance mineure par rapport à ce que soulève le texte d'Alexis sur l'actualité des idéaux « de gauche ». Il me semble que dans son texte il s'accroche à un imaginaire politique dépassé en espérant avoir le regard *politicaly correct* sur Orwell

Par contre, on pense qu'il faut assumer les côtés conservateurs, voire même éventuellement réacs d'Orwell, assumer l'intégralité de ses écrits et opinions, même ces opinions qui dérangent, et essayer de valoriser les aspects que nous considérons, nous, les plus pertinents au moment actuel. On verra bien que l'Orwell le plus intéressant n'est forcément pas celui qu'une certaine orthodoxie de gauche persiste à préserver et qu'une certaine droite, plus ou moins extrême, essaie d'accaparer de manière opportuniste[6].

J. A.



---

1. Article signé par Alexis, Groupe George-Orwell de la FA, *Le Monde Libertaire*, mars 2014.
2. En fait, je trouve l'article d'Alexis assez intéressant en ce qui concerne la critique de Michéa, et j'espère qu'il rencontrera des échos pour continuer le débat.
3. Il est vrai que, dans les situations de grave répression, Orwell n'hésitait pas à défendre les anarchistes. Mais ça n'empêchait pas sa méfiance face aux positions libertaires.
4. Woodcock ironise sur cette obsession orwellienne pour la patrie. Il se demande où peut aboutir ce patriotisme qui cherche la fidélité et l'appartenance au lieu d'origine. D'ailleurs il faut signaler que l'amour d'une certaine « identité anglaise » de la part d'Orwell, identité parfois fondée sur de petits éléments de la vie quotidienne comme le pudding et *« the nice cup of tea »*, ne passe pas l'examen d'une analyse un tant soit peu rigoureuse de la formation de l'État-Nation. Ainsi, Orwell, à la fin de sa vie, découvre, en vivant en Écosse, que peut-être la question est plus compliquée que ce qu'il avait imaginé…
5. En ce sens, il faut admettre au moins que le premier livre de Michéa sur Orwell, *Orwell anarchiste-tory* (1995), était plus ajusté à la figure de notre auteur que la caractérisation d'un Orwell comme il faut, compagnon de gauche, sincère anticapitaliste, etc. Pour voir aussi ce côté heureusement antiprogressiste chez Orwell, il faut lire le texte, « Orwell contre le machinisme », de Javier Rodríguez Hidalgo, inclus dans le livre *Los Amigos de Ludd*, La Lenteur, 2009.
6. Marine Le Pen se revendique de Michéa, mais aussi d'Orwell.

Le zapatisme pour les nuls

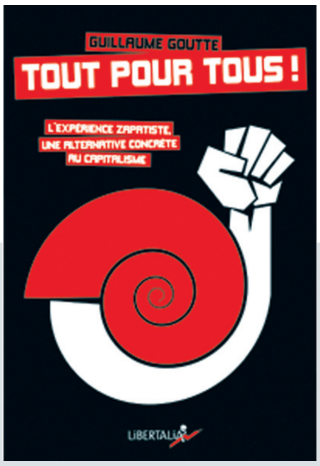
Vous connaissez mal le Mexique ? Et encore moins les luttes du Chiapas ? Conseils de bon gouvernement, l'Autre Campagne, *caracoles*, *aguascalientes*, agents communautaires n'évoquent rien ou pas grand-chose pour vous ? Pas de problème, un petit guide pratique nous plonge dans la vie des communautés indigènes de cette région. Avec *Tout pour tous !*, notre camarade Guillaume Goutte nous décrit parfaitement l'expérience zapatiste, alternative concrète au capitalisme (sous-titre de son opuscule), en nous résumant l'histoire de l'EZLN. Nous sommes loin des postures insurectionnalistes que l'on peut constater dans nos sociétés occidentales, surtout en France, mais plus proches de modes de fonctionnement libertaires authentiques.

EZLN : Armée zapatiste de libération nationale. Il fut un temps où ce sigle rebutait un peu dans nos milieux. Armée, libération nationale, des mots à connotation plutôt marxiste-léniniste, et de fait les racines de l'EZLN plongeaient dans cette idéologie. Avec le développement très rapide du nombre de ses membres, et au contact des communautés indigènes, les mauvaises habitudes du marxisme-léninisme se sont perdues pour être remplacées par une dynamique bien plus libertaire. Fin des années 1980, l'EZLN a cessé de se prendre pour l'avant-garde éclairée et s'est mise à « *apprendre des indigènes et à les écouter* » en se diluant en quelque sorte dans les communautés de ces derniers, devenant une force armée au service du mouvement revendicatif des Indiens, ce qui n'est pas sans nous rappeler une certaine Makhnovstchina.

Au long des 96 pages de *Tout pour tous !*, l'auteur nous fait l'historique de l'EZLN et nous décrit les rouages de cette expérience en rupture avec le capitalisme et l'État ; récupération de leurs terres non exploitées par les propriétaires ou le gouvernement (comme en Andalousie pendant la révolution espagnole), possession individuelle et collective, consultations régulières des communautés, rotation des mandatés, visibilité des femmes dans les différents organes afin d'en finir avec le patriarcat, autre justice, préoccupation pour l'éducation et la santé pour tous, horizontalité, autonomie… autant de thèmes et de pratiques rejoignant sur bien des points le chemin menant à un fédéralisme libertaire. Le constat est évident : pour l'EZLN, cette armée commandée par des civils, il s'agit moins de vaincre que de convaincre.

Au-delà des passe-montagnes popularisés par les médias, l'auteur nous expose dans ce précis de démocratie directe les réalisations concrètes de ces Indiens qui ont su relever la tête, s'opposer au capitalisme et qui expérimentent au quotidien un autre modèle de société. Ouvrage indispensable donc, publié par Libertalia (maison d'édition d'enfer dont on trouve de nombreux titres dans notre librairie du Monde libertaire). Grandes idées, petit prix : 8 euros et petit format qui tient dans la poche et dont le contenu devrait largement en déborder et intéresser quiconque est épris de liberté et d'égalité.

Delabiche



Guillaume Goutte, *Tout pour tous ! L'expérience zapatiste, une alternative concrète au capitalisme*, Libertalia, 96 pages, 8 euros.

Qui a dit que les documentaires ne relevaient pas du cinéma de genre ?

Zoé Mavroudi, *Ruins : chronicle of an HIV witch-hunt*.

Une fois n'est pas coutume, je vais commencer par vous parler d'un autre film, *Vingt-Huit Jours plus tard*. Réalisé par Danny Boyle, sorti en 2002, le film lie horreur et science-fiction, revisitant le thème bien connu des zombies. L'histoire se déroule en Grande-Bretagne. Les médias annoncent alors que le monde entier a été contaminé par un virus mortel transformant en moins de dix secondes l'être humain en zombie. L'humanité est alors perdue… [Attention, *spoilers*.] Faux ! Erreur ! Mensonge ! Le virus n'a jamais quitté l'île qui a été mise en quarantaine par l'ONU. [Fin *spoilers*.] *Vingt-Huit Jours plus tard*, au-delà des caractéristiques de son genre, est donc une critique des politiques et, surtout, de la presse grand public, de la presse d'État.

Et, étrangement, quand j'ai vu le documentaire de Zoé Mavroudi *Ruins : chronicle of an HIV witch-hunt*, qui porte sur la Grèce, je me suis demandé s'il ne s'agissait pas aussi d'un film de genre. On connaissait Aube dorée et ses tendances au néonazisme, on avait vu la répression de l'État face aux émeutes d'Exárcheia, découvrons maintenant la criminalisation du sida *via* l'aide des médias !

Dans cette production digne des meilleurs scénarios hollywoodiens, quatre acteurs principaux : le gouvernement, incarné par le ministre de la Santé, les médias grecs, représentés par la télévision, une trentaine de femmes et les associations d'aide au VIH. Lieu principal : Athènes.

Nous sommes en 2012, des femmes, prostituées selon la police, sont soumises à un test forcé de dépistage du VIH. Une dizaine sont positives. On les présente comme étrangères, venant de Russie ou d'Afrique subsaharienne. La télévision relaie l'information, diffusant des photos de ces femmes et demandant à toute personne ayant eu des rapports sexuels tarifés avec elles d'aller immédiatement faire le test du sida, car « *les bons pères de famille se doivent d'être protégés* ». Les associations reçoivent alors des appels paniqués de ces femmes car, bien que testées comme positives, elles ne se sont vu proposer ni suivi médical ni suivi psychologique. Non, l'État préfère les poursuivre pour crime. Le crime d'avoir voulu contaminer sciemment la population athénienne et grecque. Le crime d'avoir voulu « *répandre le VIH* ». Ces femmes, en réalité grecques et dépendantes de certaines drogues pour la grande majorité, sont humiliées en place publique, montrées du doigt par l'État et les médias. Seules certaines associations tentent de rétablir la vérité.

À travers le documentaire, la réalisatrice démontre comment il s'agit en réalité d'une stratégie électorale de l'État. Vous comprenez maintenant, chers lecteurs, le rapprochement avec *Vingt-Huit Jours plus tard* ? L'État, *via* le secours des médias, a tenté (et au final plutôt réussi !) de rendre monstrueuse des femmes malades qui n'ont pour seul tort que de souffrir de notre société capitaliste et de la crise qui en découle. La désinformation dans une de ses plus « belles formes ». Comment créer la peur dans une population déjà sous tension. Ah, le quatrième pouvoir ! Et ce n'est qu'un des axes d'étude potentiels du documentaire.

Ruins : chronicle of an HIV witch-hunt est un documentaire dur, très dur, mais qui, par son esthétique et son écriture (usage des témoignages), le rend beau. Je ne peux que trop vous conseiller de le voir.

Violette
Groupe Isaac-Asimov

★★★★☆

Film libre de droit disponible sur youtube : www.youtube.com/watch?v=LlbL4sQ3_Fo.

La Rue : nouveau site Internet

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 10 avril

10:00 > 12:00 Chronique hebdo. Analyse libertaire de l'actualité.

16:30 > 18:00 Radio LAP. Radio LAP reçoit des membres du Lycée de la solidarité internationale qui vont nous parler de leur lycée et de leur aventure au Nicaragua, ainsi que Jack L'Apache et Irascible (rap).

Vendredi 11 avril

14:30 > 16:00 Les Oreilles libres. Isabelle Duthoit développe depuis plus de dix ans maintenant une technique vocale singulière.

Samedi 12 avril

11:30 > 13:30 Chronique syndicale. *L'Usine des cadavres ou la fin de l'usine d'Aulnay (PSA)* avec Sillien Larios (Ed. libertaires).

13:30 > 15:30 Chroniques rebelles.

17:00 > 19:00 Bulles noires. BD et polar.

Dimanche 13 avril

20:30 > 22:30 Détruire l'ennui. Do It Yourself et en tous sens !

22:30 > 00:00 Seppuku. Programme autour des musiques étranges et aventureuses.

Lundi 14 avril

16:00 > 18:00 Trous noirs. Les intermittents, les chômeurs et les précaires ripostent aux attaques du Medef et de ses « partenaires sociaux » (CFDT, CFTC, FO).

Mardi 15 avril

18:00 > 19:30 Pas de quartiers... Le docteur Muriel Salmona, auteur du *Livre noir des violences sexuelles* ainsi que des militants de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail et de La mémoire du nid.

19:30 > 20:30 Parole d'associations. Nathalie Solence pour son livre *Mes années Serize, la vie de Jacques Serizier.*

Mercredi 16 avril

18:30 > 20:30 Femmes libres. Retour sur le 8 mars 2014 : « Encore un 8 mars et des questions qui fâchent ! », autour du texte et avec Christine Le Doaré.

20:30 > 22:30 Ras les murs. Pour l'abolition de la prison.

89.4 MHZ en région parisienne rl.federation-anarchiste.org

L'actu en image

AGENDA

Jeudi 10 avril

Rennes (35)

19 heures. Café *Diplo* autour de l'article de Frédéric Lordon « Les entreprises ne créent pas l'emploi ». 48, rue de Saint-Brieuc.

Vendredi 11 avril

Paris XIe

19 h 30. L'éducation populaire apparaît à la fin du XIXe siècle et devient foisonnante au début du XXe siècle. Tous les courants sociaux plus ou moins démocratiques s'y employèrent, en donnèrent leur propre définition et y développèrent des pratiques. Qu'en fut-il des anarchistes et sont-ils encore aujourd'hui engagés dans cette éducation qui se veut populaire sans être populiste ? Et si oui qu'en attendent-ils ? Conférence-débat proposée par le groupe Étoile noire de la Fédération anarchiste avec pour invité Hugues Lenoir. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Samedi 12 avril

Paris XVIIIe

15 heures. Lecture du livre de Jean Amila *Vers les Hurlus*. 19, rue Tristan-Tzara.

Paris XIe

18 heures. Concert du Bal pourri (www.lebalpourri.fr) avec projection de Scoopitone de Laurent Melon. Musiciens : Benoît Guenoun (saxophones), Yoram Rosilio (contrebasse), Makoto Sato (batterie). Invité : Ryotaro à l'accordéon. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Dimanche 13 avril

Paris XIe

17 heures. Projections, discussions, tables de presse, musiques en solidarité avec les réfugiés LGBT d'Ouganda. 21 ter, rue Voltaire.

Jeudi 17 avril

Merlieux (02)

18 h 30. La Bibliothèque sociale accueillera un auteur local Claude Mouflard qui nous fera partager l'univers de ses deux livres *Laure Crandelain* et *Exodes* (À Contresens) où le récit interroge notamment la condition féminine, au fin fond de la Thiérache jadis ou lors de l'exode des années quarante. 8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite.

Samedi 26 avril

Besançon (25)

Soirée de soutien à la librairie L'Autodidacte (5, rue Marulaz) avec la fanfare Supplément cornichon, à partir de 17 heures à la librairie, avec concert, buvette, auberge espagnole et bouquins (bien sûr !).

Jeudi 22 mai

Merlieux (02)

18 h 30. La Bibliothèque sociale recevra Claude Pennetier et Hugues Lenoir pour fêter la parution du volume du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, appelé communément Le Maitron, consacré aux anarchistes francophones. Une occasion de retrouver les militants célèbres mais aussi toutes celles et ceux qui dans l'ombre ont contribué ou contribuent à la diffusion de cette doctrine tant controversée mais surtout si mal connue. 8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Apéro dînatoire.

Samedi 28 juin

Merlieux (02)

17 heures. Projection du film *Hélène Berr, une jeune fille dans Paris occupé* (65 mn, 2013). 18 h 30. Débat avec le réalisateur Jérôme Prieur autour du film et de ses derniers ouvrages *Une femme dangereuse* (Le Passage, 2013) et *Le Mur de l'Atlantique : monument de la Collaboration* (Denoël, 2011 + Film, 2013). Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque sociale : 8, rue de Fouquerolles

L'évolution de l'évolution

Comprendre les enjeux scientifiques et philosophiques d'une grande idée : le darwinisme

Samedi 26 avril
15 heures

À la bibliothèque La Rue
10, rue Robert-Planquette
Paris 18e

Conférence organisée par le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste